

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 137

19 DECEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

CONTRE L'EXTENSION DU CHOMAGE CONTRE LES REDUCTIONS D'HORAIRE ORGANISONS LA LUTTE

Giscard déclarait «au coin du feu» que la priorité serait accordée plutôt au maintien de l'emploi qu'à la lutte contre l'inflation. Si effectivement, la hausse des prix continue sur sa lancée, comme promis, la courbe du chômage n'a rien à lui envier. En novembre, c'est 600 000 demandes d'emploi non satisfaites qui ont été enregistrées par l'Agence Nationale pour l'Emploi, ce qui porte le nombre de chômeurs, selon les estimations minorées de l'INSEE à environ 900.000. Et tout laisse à penser que cette progression ne s'arrêtera pas là. Fourcade, n'hésitant pas à contredire les propos de Giscard n'a-t-il pas déclaré dernièrement: «Nous pensons que cette tendance se prolongera pendant quelques mois...» Enfin, un président de la République qui tient presque ses promesses, il nous avait promis l'inflation ou le chômage et nous avons les deux !

des chômeurs de plus en plus nombreux

Les victimes, ce sont bien sûr les travailleurs, qui voient leur salaire rogné par la hausse des prix et leur emploi menacé. C'est d'abord les jeunes qui sont touchés par le chômage, ceux qui, à la sortie du CET, du centre d'apprentissage ne trouvent pas à s'embaucher. Rien d'étonnant: le chiffre des offres d'emploi non satisfaites est au plus bas niveau: 98 300 fin novembre alors qu'il était à 248 800 il y a un an. Pour camoufler l'importance du chômage des jeunes, le gouvernement envisage actuellement d'organiser en 1975 des stages payés de formation professionnelle!

A ces dizaines de milliers de jeunes chômeurs, réduits à rester à la charge de leurs parents, s'ajoutent encore les milliers de travailleurs licenciés des entreprises, principalement des PME qui font faillite ou déposent leur bilan. Cela touche les secteurs de production les plus arriérés, faiblement concentrés, vétustes, comme le bâtiment (Astre, Thireau-Morel, Stribick, Bâtir... Chapuzet à Angoulême où 2500 travailleurs sont menacés); mais aussi des secteurs de production très concentrés et modernes, mais qui se heurtent à un marché temporairement saturé, du fait des restrictions apportées par le capitalisme à la consommation des masses. C'est le cas de l'automobile, Citroën notamment qui annonce 2 700 licenciements, et qui a réduit ses effectifs depuis le début de 74 de 10 000 travailleurs. Les rapprochements de Peugeot et Citroën, et de Saviem et Berliet, amèneront à coup sûr d'autres licenciements.

Parallèlement au recours massif au chômage total, les patrons développent le chômage partiel pour dégonfler leurs stocks, soit en réduisant les horaires, soit par des jours chômés. C'est ainsi qu'entre Noël et le 1^{er} Janvier de nombreux travailleurs vont être plusieurs jours au chômage, essentiellement dans l'industrie automobile, ses sous-traitants et le textile. Ils ne seront dans la plupart des cas que partiellement indemnisés, au mieux à 80%, souvent à 60%.

La classe ouvrière n'est pas seule touchée, de nombreux paysans n'arrivent plus à subsister sur leur ferme ou vont grossir les rangs des chômeurs.

Cette montée du chômage, jointe à la hausse des prix, constitue un aspect important de la paupérisation des masses, avec les conditions de travail et de vie qui se dégradent.

encore le chantage à la crise

La bourgeoisie prétend qu'elle n'y peut rien, que ce sont les conséquences d'une grave crise économique qui n'en est qu'à ses débuts mais menace d'être aussi grave que celle de 29, à moins que... tout le monde fasse des efforts, que les travailleurs modèrent leurs revendications et ne recourent pas aux grèves.

Mais, à consulter les chiffres d'affaires, les bénéfices et les investissements des grandes entreprises on s'aperçoit qu'elles ne sont guères affectées par cette prétendue crise. La Compagnie Française des Pétroles augmente son chiffre



Lors de la
visite de
Giscard,
les peuples
martiniquais et
guadeloupéen
manifestent
pour
l'indépendance

(page 8)

La politique de crise
et le redéploiement

(page 4-5)

EDITORIAL

suite de la page 1

d'affaires de 338%, Pechiney-Ugine-Kuhlman améliore ses bénéfices de 34%. Dans l'automobile, la situation est loin d'être catastrophique, grâce au progrès des exportations, les ventes se maintiennent à un niveau proche de l'an dernier qui fut une année exceptionnelle. Ainsi, Renault se permet d'exporter ses capitaux dans de nombreux pays, prend des participations dans les machines-outils et poursuit une politique de diversification. Citroën et Peugeot peuvent voir l'avenir avec sérénité grâce au cadeau d'un milliard qui leur est accordé par l'Etat, pour mettre en route leur collaboration.

Non, l'accroissement du chômage, la paupérisation accrue des masses ne sont pas dus à une crise économique, comme tente de le faire croire la bourgeoisie pour dégager ses responsabilités. Dans son ensemble, l'économie française se porte bien, le taux de croissance pour 74 sera supérieur à 4%. La propagande bourgeoise vise à accréditer l'idée que le sort de la classe ouvrière est lié à celui de la bourgeoisie, que son bien-être dépend de la croissance de l'économie



bourgeoise. Rien n'est plus faux, les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie sont totalement antagoniques, la bourgeoisie a édifié son pouvoir et sa richesse sur l'exploitation des travailleurs et ceci reste vrai. Toujours plus de richesses pour une minorité et en face l'aggravation des conditions de vie et de travail, la paupérisation.

L'accroissement actuel du chômage en réalité est la conséquence de la politique de restrictions économiques menée sur une vaste échelle par la bourgeoisie pour augmenter ses profits et s'adapter aux nouvelles conditions du marché mondial. Ces restructurations se traduisent par des fusions, des concentrations, l'abandon des secteurs les moins rentables, les plus archaïques pour ceux qui permettent de réaliser rapidement de gros profits. Les conséquences pour les ouvriers, c'est le chômage, une productivité accrue, c'est à dire l'augmentation des cadences... en novembre, il y a eu 21 000 licenciements consécutifs à des fermetures d'entreprises.

l'exemple des lip

Le développement du chômage ce n'est pas seulement pour des milliers d'ouvriers des ressources amputées, la déqualification... c'est également un moyen de chantage pour la bourgeoisie.

Le chantage aux licenciements est utilisé pour dissuader les ouvriers de lutter, afin de leur imposer une exploitation accrue. Or les restructurations, le redéploiement de l'économie, cela signifie nécessairement des mutations, des déqualifications, des cadences accrues... C'est pourquoi la bourgeoisie insiste tant sur le développement du chômage, alors qu'elle tentait auparavant de le camoufler. Elle espère que, de crainte de perdre leur emploi, les travailleurs se laisseront exploiter sans bouger.

Mais ce calcul s'est déjà révélé faux à plusieurs occasions, ce sont les travailleurs de LIP qui lui ont apporté le plus cinglant démenti, leur lutte exemplaire leur a permis d'arracher la victoire: la réembauche de tous, à Palente, sans un seul licenciement.

Aujourd'hui, les travailleurs ont à choisir entre deux voies, celle tracée par les ouvriers de Lip, ou celle des révisionnistes et des réformistes qui se sont opposés à la lutte des lip, voulant faire accepter le plan Giraud, qui, au juste mot d'ordre «pas un seul licenciement», ont substitué celui de «pas de licenciement sans reclassement». Cette voie mène à l'échec, au découragement et en fin de compte à l'acceptation des plans de la bourgeoisie. Sous une apparence de soutien aux revendications, c'est en fait leur trahison qu'organisent réformistes et révisionnistes, on l'a encore vu lors de la journée d'actions bidon et des manifestations procession du 12 décembre, au défilé de l'Opéra, où ils reprenaient sans honte les mots d'ordre des postiers, 1700 F minimum, 200 F pour tous, alors qu'ils venaient, par leurs manœuvres, de briser leur grève. Croient-ils ainsi faire oublier leur trahison?

Cette voie de garage, les travailleurs refusent de s'y engager, comme ceux de Lip, comme les postiers, ils mènent l'offensive contre les mauvais coups de la bourgeoisie, partout où elle aura recours au chômage.

Contre les fermetures d'usine, comme ceux de chez Gringoire, d'Oudin, Manuest, Thireau-Morel, des Tanneries d'Annonay, etc... occupons les usines, popularisons notre lutte.

En cas de réduction d'horaire, de fermeture pour plusieurs jours, exigeons le maintien intégral du salaire; les patrons peuvent payer, ils continuent d'écouler les stocks accumulés grâce aux cadences infernales.

Organisons la lutte des chômeurs pour exiger des agences de l'emploi le paiement sans délai des indemnités, l'application des textes sur le paiement à 90% du salaire pendant un an, un reclassement rapide avec un salaire équivalent.

C'est par des actions énergiques, des ripostes immédiates partout où la bourgeoisie veut licencier, recourir au chômage partiel, par des interventions dans les files de chômeurs qu'il sera possible de contraindre la bourgeoisie à des concessions.

refusons le chantage à la crise!
pas un seul licenciement!
organisons la lutte contre le
chomage!

3 mois de «frein sur les prix,»
3 mois de bluff

L'opération «Frein sur les prix» s'est terminée fin novembre plus discrètement qu'elle n'avait commencé. Le bilan officiel pour l'instant - 2,3% de hausse pour les mois de septembre et d'octobre - n'incite guère Fourcade, promoteur de l'opération, à lui faire une trop grande publicité. D'autant plus qu'une enquête du Ministère des Finances rapporte que 50% des personnes interrogées n'ont remarqué dans la période aucune baisse. Un sondage parallèle des «Echos» fait état d'une proportion de 54,2%.

L'opération bluff n'aura pas marché. Dans une intervention publique en octobre pour la revue «50 millions de consommateurs» Fourcade expliquait d'ailleurs lui-même: «un rabais peut être illusoire quand il s'applique à un prix de référence passablement majoré... Des prix de soldes peuvent dissimuler une médiocre qualité». C'est bien en effet ce que les ménagères ont pu constater, des baisses réelles, elles n'en ont pas vu beaucoup.

Comment aurait-il pu en être autrement alors que, par exemple dès avant le lancement de l'opération, le patronat du meuble avait obtenu la possibilité de majorer ses prix de 4% en contre-partie de sa participation à la campagne «frein sur les prix»?

Comment aurait-il pu en être autrement, alors que, chaque jour, se poursuit une valse endiablée des étiquettes, à tel point qu'il n'est pas rare de trouver dans le même magasin des produits identiques à des prix différents, alors que chaque jour une marque en remplace une autre, avec une boîte d'une forme différente, d'une qualité différente, d'une grosseur variable, et que la ménagère ne sait plus à quoi s'applique la baisse de 5%? Et ce qui est vrai pour les produits alimentaires l'est encore plus pour les vêtements ou les chaussures, dont les modèles d'une année à l'autre, d'un mois à l'autre ne sont plus les mêmes, et dont les prix soi-disant fonction de la qualité, mais comment la contrôler avant d'avoir acheté? ne sont guère contrôlables par la ménagère.

En quoi enfin est-ce lutter contre l'inflation que de baisser des prix pour un mois, en leur laissant la possibilité de remonter le mois suivant comme si

carrefour,
c'est moins cher !!!!!

Le gouvernement annonce que le café va baisser.

Jusqu'en septembre : 1/2 livre de café : 3,10 f
en septembre : 2,85 f
en octobre : 3,50 f

Sacs poubelle :

avant les vacances :

1 paquet de 25 sacs : 2,60 f

en octobre :

1 paquet de 50 sacs : 10,90 f

(Prix relevés le 21/10/74 à Carrefour par un correspondant de Vénissieux).

la baisse n'était pas intervenue? C'est ainsi, par exemple, qu'après avoir connu du fait de l'opération «frein sur les prix» une baisse temporaire en octobre, les appareils ménagers, dès novembre, ont augmenté de 0,5 à 3% (selon le bulletin officiel des prix). Il en est encore ainsi de toute une série de produits alimentaires, soi-disant en baisse depuis 3 mois, dont le gouvernement a annoncé la hausse pour décembre : sucre, jambon, huile de colza et de soja, ou pour janvier : chocolat. Nul doute que ces hausses-là, elles, seront bien réelles!

A quoi se résume donc cette campagne de Fourcade, qu'il voulait spectaculaire? Spectaculaire, il est vrai qu'elle l'a été dans la débauche de publicité : 3 millions d'affichettes, spots publicitaires à la radio et à la télé, publicité payée par les travailleurs, pour l'essentiel au profit des grandes surfaces, seules à pouvoir donner l'illusion de la baisse des prix sans risque de contrôle administratif. C'est au profit de capitalistes comme le directeur de Carrefour qui affirme tirer l'essentiel de ses profits de... l'inflation!

Il est vrai que l'objectif de Fourcade n'était pas de faire réellement baisser les prix, de lutter réellement contre l'inflation. Car l'inflation n'est pas, comme on voudrait nous le faire croire une maladie nouvelle, apparue brusquement, qui mènerait l'économie à la catastrophe. L'inflation, dans certains limites, profite à la bourgeoisie, parce qu'elle lui permet d'abaisser constamment le niveau réel

des salaires ouvriers et de leur pouvoir d'achat, restreignant ainsi la consommation des masses, parce qu'elle permet d'augmenter considérablement et le nombre d'ouvriers imposés et le volume des impôts (la TVA en tout premier lieu extorquée aux travailleurs).

Il est vrai pourtant que la bourgeoisie n'a pas intérêt à une accélération trop forte de l'inflation, sous peine de voir ses produits devenir moins compétitifs sur le plan international, et qu'elle cherche à maintenir son taux d'inflation dans des limites raisonnables. Mais ce n'est certes pas de la bonne volonté des capitalistes que la bourgeoisie attend un apaisement de l'inflation. En vertu de la vieille rengaine - si les prix montent c'est la faute aux augmentations de salaires - la bourgeoisie entend bien faire accepter aux ouvriers un blocage des salaires.

L'objectif réel du gouvernement avec l'opération «frein sur les prix» était, surtout, en faisant mine de lutter contre l'inflation, en demandant de la part des industriels, des commerçants un «effort» pour modérer la hausse des prix, d'appeler les ouvriers à faire un effort pour modérer leurs revendications. Et cet objectif, au terme des 3 mois de campagne, n'a pas été rempli non plus. Les luttes des postiers, des hospitaliers... ont montré que les travailleurs n'étaient pas prêts à entrer dans ce marché de dupes, à accepter cette politique de chantage à la crise, d'appel à la collaboration de classes.

30 ans après Jules Moch,
Poniatowski fait l'éloge des CRS...

Vendredi 13 Décembre, Poniatowski présidait à Metz une prise d'armes à l'occasion du 30^e anniversaire de la création des CRS. Il a tenu à rendre hommage aux CRS: «Il n'y a rien à retrancher, il n'y a rien à rajouter au texte du 8 décembre 1944, qui a précisé la mission des CRS. Depuis, ceux-ci ont su remplir leurs différentes missions dans leur totalité avec dévouement et un grand sens du devoir... Les CRS ont contribué à sauver la République en 1947 et ont fait de même en 1968, avec, dans l'ensemble, un sang-froid et une maîtrise tels que des événements de cette ampleur ont été contenus sans que le sang coule!».

Sans que le sang coule, M. Poniatowski? Auriez-vous oublié les 250 morts de la manifestation algérienne d'Octobre 61 à Paris, les 8 morts du métro Charonne lors de la manifestation anti-OAS, et Baylot et Blanchet ouvriers de Peugeot, et notre camarade Gilles Tautin, qui les a assassinés? L'auriez-vous oublié? Nous, nous ne l'avons pas oublié, les ouvriers non plus, les matraques de vos bandes armées, comme tout dernièrement à Faulquemont nous aident à nous souvenir, si besoin était.

Les révisionnistes et réformistes semblent quant à eux frappés d'amnésie, rien dans les colonnes de l'Humanité sur cette déclaration, et au PS, on préfère sans doute ne pas trop s'appesantir sur ce sujet et rappeler, comme l'a fait Poniatowski que c'est le ministre socialiste Jules Moch qui créa les «Compagnies Républicaines de Sécurité» et fut le premier à les utiliser massivement pour briser les grèves de 47.

Mais soyons sûrs que le jour venu, ils sauront s'en servir pour faire régner «l'ordre républicain», le programme commun loin de prévoir leur suppression, leur accorde le bénéfice du statut de la Fonction Publique, une instruction professionnelle prolongée et leur promet la «considération des citoyens»!

On est aux petits soins pour les bandes armées du Capital, mais la considération des travailleurs ne sera certainement pas celles qu'ils escomptent. Les CRS et ceux qui les utilisent finiront par payer leurs crimes.

pour que paraisse,
en septembre 75, un quotidien
communiste, je souscris dès
aujourd'hui un abonnement à
FRONT ROUGE
QUOTIDIEN

Nom :

Prénom :

Adresse :

1 an : 250 F

6 mois : 150 F

3 mois : 80 F

1 mois : 30 F

FRONT ROUGE
NE PARAITRA PAS
PENDANT
LES FETES
DE FIN D'ANNEE.

LE N°138 de
FRONT ROUGE
PARAITRA LE
JEUDI
9 JANVIER

CFEM: lutte pour la réintégration d'un travailleur intérimaire

Une lutte de caractère nouveau s'est déroulée récemment à l'usine CFEM de Martigues.

Lors de la journée du 19/11, les syndicalistes révolutionnaires avaient appelé massivement les ouvriers CFEM et intérimaire CFEM à soutenir la lutte des postiers, sur le mot d'ordre: postiers, ouvriers, même combat. Les travailleurs intérimaires avaient suivi massivement le mot d'ordre à 90%. A la sortie de cette journée, la question posée était: comment poursuivre.

Des interventions lors des casses-croûtes sont faites par les syndicalistes révolutionnaires - sur le refus de la crise et de la défense de l'emploi. Un délégué CGT explique que la crise est principalement politique et que nous devons passer à l'action contre toute idée de nous faire payer quelque difficulté que ce soit. Une intervention dépassera de 3mm le temps de casse-croûte. Après avoir pris le travail, un délégué est convoqué par le chef de poste qui lui signifie qu'un 1/4 d'H. sera enlevé à tout le monde.

Le lendemain, à l'appel des syndicalistes révolutionnaires, les ouvriers débrayent à 100% un 1/4 d'H. contre le vol de 12 mn de travail. Les intérimaires suivant à 100%.

Ces petites actions soudent l'unité des ouvriers CFEM et intérimaires. La direction de l'usine voyant cette unité se développer licencie un travailleur intérimaire ancien syndicaliste. Deux positions s'affrontent alors: celle des syndicalistes révolutionnaires d'appeler les ouvriers à faire la grève pour la réintégration du camarade, l'autre celle de certains syndicalistes réformistes: on ne peut rien faire. Pourtant, chose unique dans la région, 85% des ouvriers CFEM font grève pour la réintégration du camarade.

La direction reste estomaquée: «mais qu'est-ce qu'ils ont dans la tête, maintenant ils se mettent en grève pour un intérimaire, vous vous rendez compte».

Cette action matérialise aux yeux des ouvriers que la défense de l'emploi et le refus de la politique de chômage, c'est ce type de lutte, c'est cette voie-là.

Par la mobilisation des ouvriers intérimaires qui envahissent le bureau de leur propre patron, le camarade est réembauché sur un autre chantier. Ce camarade, du fait que le nouveau chantier est en grève se trouve sans travail. Le P.C.R. (m-l) engage un travail auprès des ouvriers CFEM pour un soutien financier.

Le camarade a tenu à remercier les syndicalistes révolutionnaires ainsi que le Parti, disant à un camarade: ton journal, garde m'en toujours un chaque semaine ça m'intéresse.

Pour le P.C.R. (m-l) aujourd'hui, il devient nécessaire de montrer la possibilité d'une société différente où l'on considère l'ouvrier comme autre chose qu'un moins que rien qu'on licencie quand on veut.

- suppression du travail intérimaire!
- Pas de licenciement!
- Pour le pouvoir des ouvriers et des paysans!

correspondant CFEM.

Message de travailleurs italiens emprisonnés aux paysans français condamnés

Nous, onze ouvriers italiens, hommes et femmes accusés injustement de vol pour avoir participé dans un supermarché de Milan à une lutte pour l'autorisation des prix à l'appel du Front Antifasciste de Renaissance Populaire et de la Ligue des Femmes Communistes, mis aujourd'hui en liberté provisoire après 37 jours de détention illégale et encore inculpés, nous vous saluons camarades paysans-travailleurs qui, en luttant pour remettre le sort de l'agriculture entre les mains de ceux qui travaillent la terre, vous êtes faits les interprètes de la majorité des travailleurs français et qui pour cela comparez maintenant au banc des accusés.

Unissons-nous dans les justes luttas pour les besoins du peuple de nos deux pays.

Milan, le 23 novembre 1974,

écrit de la prison de San Vittore, lors de notre mise en liberté provisoire.

Ferruccio Panico, ouvrier chez Innocenti, 32 ans
Lina Malvasio, ouvrière déléguée du Conseil d'usine de Magneti-Marelli, 40 ans
William Fava, technicien chez Carlo Erba, 29 ans
Giuliana Manfredini, mère de famille, 22 ans
Lucia Schiavon, ouvrière chez C.D.S., 35 ans
Paolo Coni, ouvrier chez C.D.S., 27 ans
Salvatore Schiliro, employé, 29 ans
Emilio Tonai, employé, 27 ans
Andrea Gili, ouvrier membre du Conseil d'usine de Clement, 28 ans
Giovanni Cogoni, ouvrier chez SNIA de Varedo, 25 ans
Maria Casciano, mère de famille, 23 ans
aux camarades français de Nantes: Jean Breheret, André Chatelet, Jean Durand, Pierre Galon, Joseph Potiron;
de Vendée: Georges Rigalleau, André Aubineau;
du Morbihan: Edouard Morvan, Guy Beauto, Gérard Ozon, les frères Robie.

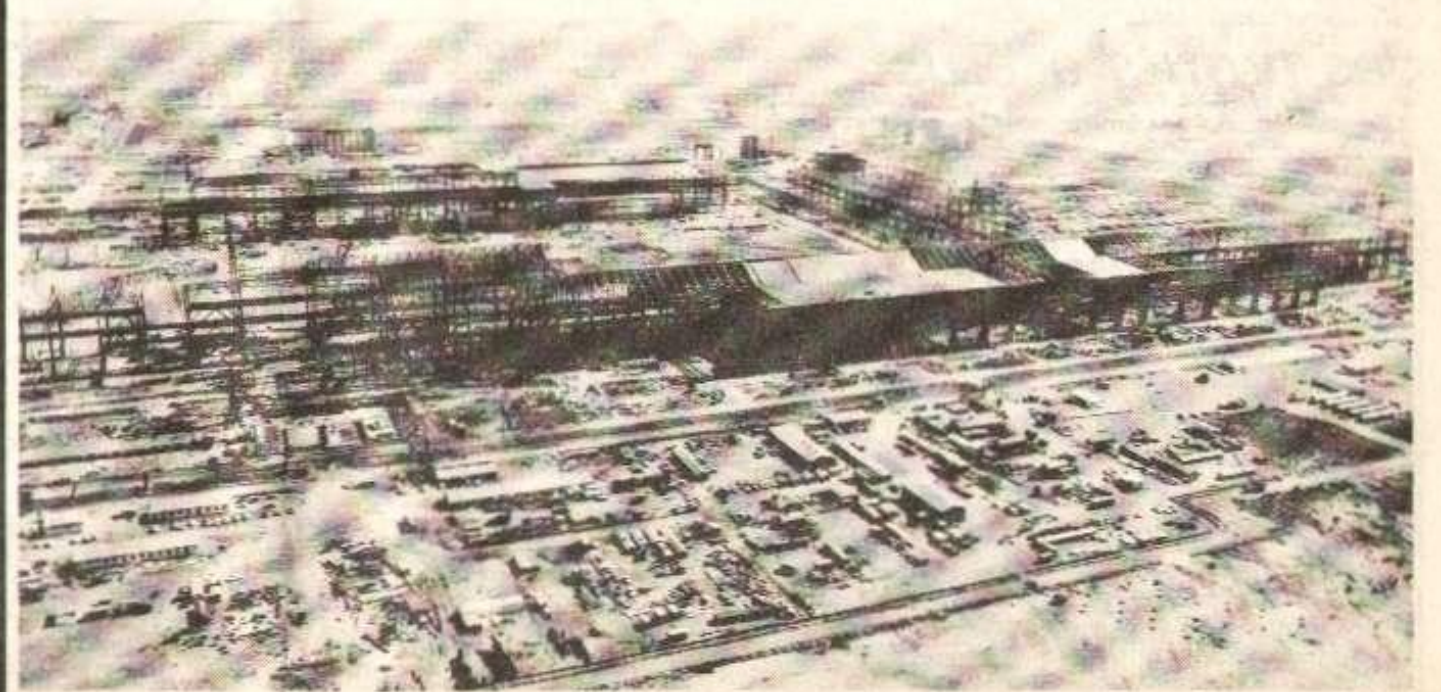
FOS: à qui sert l'aide de l'Etat?

Au moment où l'Etat accorde un milliard et demi pour subventionner le regroupement Peugeot-Citroën et où Giscard prétend que cela doit contribuer à assurer le plein emploi, il est intéressant de rappeler quelle fut la conséquence pour les travailleurs d'un autre subventionnement important de l'Etat à des trusts capitalistes: l'aide de l'Etat à la construction de Fos pour le compte des entreprises sidérurgiques de Wendel, Usinor...

Et d'abord à combien se chiffre le montant de cette aide? Deux prêts du FDES (Fonds de Développement Economique et Social) d'un montant respectif de 1.850 millions et de 800 millions; 2 milliards fournis par l'Etat et les collectivités locales au titre de l'infrastructure industrielle et portuaire, ce qui fait près de 5 milliards d'aide de l'Etat, payés par les travailleurs pour l'édification de la

agences de travail temporaire étaient ouvertes dans la petite ville de Fos, sans parler des villes avoisinantes pour renforcer l'exploitation de la main-d'œuvre. Le nombre des travailleurs du chantier de la zone industrielle et portuaire s'est élevé à 17.000 en juin 73, période de pointe, dont près de 15.000 au même moment uniquement pour SOLMER. Le nombre de travailleurs étrangers, principalement nord-africains, mais aussi portugais, espagnols, turcs, yougoslaves, était très important à la même époque, environ 3 ouvriers sur 4 soit 12.000 travailleurs. La direction SOLMER annonce avec satisfaction que cette immense construction a duré deux ans seulement du début du chantier en octobre 71 au premier laminage en octobre 73. Cette rapidité est en effet un record, à quel prix a-t-il été atteint?

entreprises du chantier, aucune fermeture, à propos des accidents mortels, aucun rapport d'enquête n'a été entrepris, même dans les cas où les responsabilités des entreprises étaient les plus flagrantes. A ces conditions de travail, s'ajoutent les conditions de logement aussi précaires que déplorables et les temps de transport de plusieurs heures pour beaucoup, les travailleurs ont du adopter une des deux solutions suivantes: conserver leur logement antérieur pour ceux qui en avaient la possibilité, et cela au prix de transports interminables, faisant parfois plus de 40 km avec des embouteillages monstres, car la mise en place du réseau routier n'a pas précédé, mais seulement suivi celle des chantiers; par exemple, l'autoroute entre Marseille et Fos n'a été ouverte qu'en Mai 74; autre solution: s'installer en caravane à proximité du



Le chantier de la Solmer à Fos: 80 accidents par jour.

SOLMER. Ajoutons à cela que la SOLMER occupe une superficie de 1550 hectares, entièrement équipés qui ont été payés au prix extrêmement bas de 6 F le m²!

Il faut souligner que parmi les raisons officielles qui ont été données, aussi bien sur le plan national que sur le plan régional pour le choix de Fos, il y avait la possibilité de résoudre la crise de l'emploi dans les Bouches-du-Rhône. Cet argument qui a été mis en avant a été démenti par les faits. La construction de SOLMER n'a en fait qu'aggraver la situation de l'emploi dans les Bouches-du-Rhône, par l'afflux d'un grand nombre de travailleurs qui se sont déplacés pendant la période du chantier, ces travailleurs ne pouvant ensuite trouver un emploi sur place, alors que seulement 30% souhaitaient repartir. En 1973, le taux de chômage de la région Provence-Côte d'Azur s'élevait à 5% alors que le taux national était de 2%.

La première tranche de SOLMER est aujourd'hui achevée. Revenons un peu sur la construction de ce chantier sidérurgique. Le chantier SOLMER a démarré en octobre 71, c'était le plus grand chantier de la zone industrielle et portuaire, plusieurs centaines d'entreprises ont participé à cette construction soit directement, soit en sous-traitance, dont les principales, SGE, CGEE-Alsthom, pas moins de 50

D'abord les conditions de travail: les semaines de 60 à 70 h de travail ont été choses courantes sur le chantier, 60 à 70 h de travail pénible extrêmement dangereux, pénible car les tâches ont été effectuées malgré toutes les intempéries, dangereux, car outre le danger qu'il y a à travailler à 40, 60 ou même 80 mètres du sol, avec l'absence de conditions de sécurité, il y avait l'impossibilité de tenir un certain nombre de conditions de sécurité pour tenir les cadences fixées et pour tenir les délais, il y a eu 35 morts officiellement depuis le début du chantier dans la zone industrielle et portuaire. Des milliers d'accidents ont eu lieu sur les chantiers de la SOLMER dont même pas la moitié ont été déclarés de l'aveu même de la caisse régionale d'assurance du Sud-Est: environ 80 accidents par jour. Un travailleur sur 100 a été hospitalisé pendant la construction. Dans la région, il faut signaler qu'il y a une place pour 4000 habitants dans les hôpitaux des villes environnantes alors que la norme officielle est de 1 place sur 1000. Prenons un exemple pour le premier trimestre 74, alors que le nombre de travailleurs n'était plus que de 4500, il y a eu 4110 passages aux infirmeries, 316 accidents déclarés, 2 accidents mortels si on s'en tient aux chiffres officiels, cependant aucune pénalisation sérieuse n'a été prise à l'encontre des directions des

chantier. Pendant la construction du chantier, 60% des travailleurs ont logé dans des caravanes.

Bien sûr, dit-on les conditions de logement, de transport, de travail sont des problèmes, mais les travailleurs étaient bien payés. Qu'en est-il? Un monteur qualifié, dont le travail est un des plus dangereux, gagnait 3500 F à 4000 F pour 70 heures de travail par semaine, un chauffeur de camion environ 2500 F, et toujours pour 70 h, un travailleur étranger, manœuvre, gagnait 1500 F seulement. C'est à coups de primes liées à l'intensification du travail, et à l'allongement de la journée de travail que le salaire était obtenu. C'est à ce prix que la direction de SOLMER peut se féliciter de la rapidité de la construction de son usine.

La période d'installation du chantier fut marquée par de nombreuses grèves qui entraînèrent la majorité des travailleurs dans la lutte. Rappelons la grève de 1973 pour la garantie de l'emploi, contre les licenciements. Dans cette dernière grève, les gardes mobiles chargèrent les piquets de grève pour ouvrir les portes du chantier, les grèves dans les grands chantiers ont été également accompagnées de luttes dans les petites entreprises comme celles des travailleurs de Davum qui dura près d'un mois. (à suivre)

Jean-Paul GAY

CACHAN: solidarité des étudiants avec les travailleurs

La section CFDT-SGEN du Centre National d'Enseignement Technique, comprenant des agents et des élèves a organisé avec la section CGT (dans le cadre de la journée d'action du 12 décembre) un meeting sur les conditions de vie et de travail des agents du CNET.

Malgré les problèmes posés à la dernière minute par un permanent de l'UDCGT qui a fait pression pour empêcher la tenue du meeting, et l'intervention grotesque d'un membre du P.C.F. secrétaire du SNES, le meeting s'est déroulé normalement avec la participation des agents du CNET. Ont été dénoncées de façon

vivante les conditions de travail, de logement des agents (3 ou 4 par chambre), le manque de postes (30 ou 40), la situation des auxiliaires (salaire inférieur au SMIC), le non respect de la vie privée et des libertés syndicales... Mais ce qui a été dénoncé particulièrement, c'est le rôle du chef du personnel, membre du PS, et de son syndicat maison rattaché à la FEN. Ce sont les agents eux-mêmes qui ont expliqué comment se fait leur recrutement: les députés «socialistes» de départements à chômage massif (Ariège...) organisent, pour soigner leur électorat, l'envoi au CNET de jeunes en leur promettant une bonne

situation et une possibilité de rentrer dans leur région par le jeu des mutations. Le meeting s'est terminé par une proposition de plate-forme revendicative (1700 F mini, paiement des indemnités dues, titularisation des auxiliaires, embauche de personnel, réduction des horaires, respect des libertés syndicales et de la vie privée...) et des propositions d'action.

C'est le premier meeting qui a lieu au CNET sur ce sujet. Il a posé entre autres le problème de comment dans un cas précis les intellectuels pouvaient se mettre au service des travailleurs.

Correspondant CNET-Cachan

STOP AUX PROVOCATIONS CONTRE LE PARTI

(adressé au groupe Humanité Rouge)

Messieurs, Depuis avril 74, vous avez manifesté des dispositions agressives à notre égard. Dès ce moment, vos colonnes et vos attaques se sont multipliées avec beaucoup de hargne et de rage. C'est ainsi que vous avez appelé à employer tous les moyens pour détruire notre Parti. C'est ainsi que vous avez attaqué notre rassemblement communiste du 3 Novembre à Paris. C'est ainsi que, comme vous l'avez déjà fait à Dijon, vous avez agressé nos camarades de Montpellier, détruisant des journaux, des revues et des livres marxistes-léninistes, pour une somme équivalente à ce que vous avez été contraints de nous restituer.

Permettez-nous de vous dire qu'il est grand temps de mettre un terme à ces pratiques qui n'ont rien de marxistes-léninistes, de révolutionnaires, de progressistes, ni d'ailleurs d'intelligent. Nous vous mettons donc clairement en garde:

Qu bien vous continuez cette fuite en avant, bafouant complètement tous les principes dont vous vous réclamez dans diverses publications et vous vous lancez dans des actes de plus en plus graves et inqualifiables, contraires en tous points aux principes unité-critique-unité qui fonde l'action des marxistes léninistes pour résoudre les contradictions au sein du peuple. Et alors votre fonction vis à vis des marxistes léninistes n'est plus une position critique mais une position ennemie, en clair antagoniste. Sachez que si, de votre côté, vous persévérez dans ces pratiques, nous ne pourrions plus faire preuve de la même patience, modération et retenue à laquelle nous nous sommes tenus jusqu'à présent. Nous serions obligés d'y répondre, à notre manière, c'est-à-dire avec la plus grande énergie. Si telle est votre intention, ne répondez pas à notre lettre. Mais alors, nous nous devons de vous signaler non seulement à vous-mêmes, mais à toutes les parties intéressées aux marxistes-léninistes dans le monde, aux révolutionnaires, aux progressistes et plus largement encore, qu'un tel comportement ne pourra plus durer.

Qu bien vous renoncez catégoriquement et intégralement à toutes les pratiques précitées: c'est-à-dire attaques de meetings, lacérations d'affiches, agressions, colonnes de toute sorte. Et alors, vous vous en tenez aux strictes règles de la lutte politique, vous n'avez pour exprimer vos divergences que des seuls moyens de l'argumentation et de la polémique. Dans ce cas, nous prenons solennellement et publiquement l'engagement d'agir de même pour ce qui nous concerne, ainsi que nous en avons le désir, l'habitude et le principe.

Si telle est votre intention, veuillez nous faire savoir avant le mercredi 18 décembre 1974, avant 10 heures, que c'est bien là votre choix, par un message allant dans ce sens. S'il n'y a pas de réponse, nous considérerons que vous refusez notre proposition.

Sachant que votre organisation prétend agir selon les principes de la centralisation, nous considérerons votre réponse comme valable et immédiatement applicable à chacune de vos organisations locales ou régionales.

Dans l'espoir que vous adopterez la seule solution raisonnable qui s'impose à vous, c'est à dire celle de la lutte politique et non des attaques et agressions contre notre Parti, veuillez délibérer rapidement sur cette proposition.

le 13-12-74 Front Rouge.

la politique de crise de la bourgeoisie

En lutte pour la satisfaction de leurs justes revendications, les travailleurs se heurtent au chantage à la crise orchestré par la bourgeoisie. «1.700 F tout de suite», «200 F pour tous», ces mots d'ordre lancés par les postiers, repris par les hospitaliers, les éboueurs..., et par des centaines de milliers de travailleurs lors des manifestations du 19 novembre, la bourgeoisie refuse obstinément de les satisfaire. «Non aux licenciements», «non au chômage» depuis plusieurs mois, les travailleurs des Tanneries d'Annonay, de Titan-Coder rejoints par des milliers de nouveaux chômeurs, luttent pour le maintien de leur emploi, contre le chômage. Dans chaque cas l'argument de la bourgeoisie est le même : «ces revendications sont inacceptables, elles mettent en danger le redressement de l'économie», ces grèves conduisent «à la dislocation de la nation», «la crise économique que nous traversons est grave...» dans chaque cas la bourgeoisie développe sa politique de crise.

Au moment où «redéploiement» et «restructuration» sont les mots clés de la politique économique capitaliste, les travailleurs sont en droit de se poser des questions sur la réalité de cette «crise économique» mise en avant par la bourgeoisie. Certes, les difficultés économiques sont réelles dans certaines branches comme l'automobile, le textile ou le bâtiment. Mais les difficultés concernent-elles toutes les branches ? Et dans ces mêmes branches toutes les entreprises sont-elles touchées de la même façon ?

Bref, assistons-nous à une recession globale de l'économie, à une chute brutale de la production, à la destruction de stocks, à la fuite massive de capitaux..., tous facteurs réunis qui désignent une crise économique ?

De la réponse que les révolutionnaires donneront à cette question dépend, dans une large mesure, le développement du processus révolutionnaire en France. La question est d'importance.

des profits accrus...

«L'heure n'est plus aux profits, mais à la pénurie» titrait France-Soir il n'y a pas si longtemps. Au même moment la comparaison des résultats financiers entre les

LA "CRISE ECONOMIQUE" DE LA BOURGEOISIE EN CHIFFRES, VUE PAR ELLE-MEME...		
PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES TRUSTS EN UN AN (1er semestre 74 comparé au 1er semestre 73)		
Usinor (DNEL)	(sidérurgie)	+ 55 %
Le Nickel	(métaux non ferreux)	+ 64 %
Alsthom	(construction électrique)	+ 52 %
Caterpillar France S.A.	(mécanique)	+ 40 %
Rhône-Poulenc SA	(chimie)	+ 49,8 %
Chargeurs Réunis	(transports)	+ 43 %
SPIE Batignolles SA	(Bâtiment-TP)	+ 40,7 %
Agache Willot	(textile)	+ 44 %
Générale Occidentale	(alimentation)	+ 61 %
PROGRESSION DES BENEFICES EN UN AN (marge brute avant amortissement du 1er semestre 74 comparée au 1er semestre 73)		
Saint-Gobain-Pont-à-Mousson		+ 50 %
Roussel Uclaf		+ 67 %
Shell		+ 158 %
Rhône-Poulenc		+ 45 %
Péchiney-Ugine-Kuhlman		+ 34 %
Usinor		+ 60 %

de nouveaux contrats avec l'Irak et l'Algérie

«l'Irak, un voyage qui paie», «M. Chirac rapporte de gros contrats de Bagdad» (les Echos). Comme d'Ornano à son retour d'Iran, comme Poniatowski à son retour d'Algérie, Chirac a eu droit aux louanges de la presse économique. C'est que tous trois reviennent avec des contrats pleins les poches : ce sont de bons représentants de commerce, alors on les félicite. Comme le dit «l'Usine Nouvelle», journal du grand patronat, «c'est l'esprit «vendeur» qui prédomine». Qui, personne ne s'en cache, c'est bien aux trusts que ces contrats vont profiter. Examinons quels sont ces contrats, du moins les plus importants d'entre eux, car la liste serait trop longue.

En Irak, Creusot-Loire construira un complexe pétrochimique de 3,5 milliards de francs, le procédé Sécam de télévision a été adopté, soit des propositions fermes pour 15 milliards et des promesses pour 9 autres milliards. Au total, nous indique «les Echos» : «les ventes d'équipement français à l'Irak tripleraient cette année par rapport à 1973... ce qui épongera une bonne partie du déficit pétroliers».

Quatre milliards d'armement pour l'Arabie Séoudite, accord de coopération industrielle avec l'Iran portant sur plus de 20 milliards en 10 ans... l'impérialisme français n'est donc pas en si mauvaise posture. Seulement un fait nouveau dû à la lutte des peuples du Tiers-Monde pour faire payer à plus juste prix leurs richesses naturelles est en train d'apparaître dans les relations entre impérialismes et peuples dominés. Les biens d'équipement prennent le pas sur les biens de consommation, c'est-à-dire que les pays du Tiers-Monde entendent développer leur propre industrie. C'est un rôle d'entreprise générale qui est dévolu de plus en plus souvent aux capitalistes étrangers. Boumédiène, par exemple a clairement précisé : «vous construisez des usines clés en mains. Il vous appartient de former le personnel et de faire en sorte que le produit fini nous donne toute satisfaction». Si dans le passé, les impérialistes pouvaient aisément faire construire des usines de montage dans le Tiers-Monde afin d'éviter qu'un de ses partenaires

LA REALITE DE LA "CRISE ECONOMIQUE" VECUE PAR LES TRUSTS FRANÇAIS

premiers semestres 73 et 74 par un certain nombre de trusts commençaient à être communiquée : Rhône-Poulenc + 45% de bénéfice, Péchiney + 34%... Quant aux compagnies pétrolières que la hausse du prix du pétrole, décidée par les pays producteurs, aurait d'après elles-mêmes mis à l'agonie, elles affichaient des recettes faramineuses, le bénéfice brut (avant impôt) de BP passait par exemple de 7 milliards en 73 à 18 milliards en 1974 (+160%) en traitant moins de pétrole, 85 millions de tonnes contre 90 millions. La Compagnie Française des Pétroles, elle, voyait son chiffre d'affaires augmenter de 338% !

Des chiffres qui laissent rêver et qui sont loin d'être des cas particuliers. La publication des résultats des 500 premières entreprises françaises dont nous publions quelques extraits, vient confirmer, si besoin était, cette tendance. Et un journal comme «Entreprise» qui fait pourtant un large écho à la politique de crise de la bourgeoisie, est obligé de reconnaître : «les ventes des 500 premières entreprises ont connu pour le premier semestre 74, une croissance en valeur de plus de 40% sur la même période que l'exercice précédent». Même avec un taux d'inflation élevé, que l'on peut estimer réduit à près de 20% (l'INSEE le chiffre aux environs de 15%), il n'en reste pas moins que les profits sont considérables dans un bon nombre de branches y compris dans certains trusts du bâtiment et du textile, car lorsqu'il s'agit de grands trusts comme SPIE Batignolles, Bougie (bâtiment) ou Agache Willot (textile) le resserrement du crédit n'a pas les mêmes conséquences que pour les PME.

Autre indice de la situation réelle de ces trusts : les investissements, Michelin, qui tout en laissant à l'Etat le soin de renflouer Citroën, investit plusieurs milliards de francs lourds aux USA, Péchiney qui investit 1,5 milliard en 1974, la Sofresid (Usinor-Paribas-Sacilor) bureau d'études pour la sidérurgie dont les investissements, notamment au Brésil, atteindront 2,5 milliards...

Si un certain nombre d'entreprises connaissent des difficultés notamment parmi les PME, on est loin d'une récession. La production industrielle française si elle n'a pas le taux de 6% particulièrement élevé de certaines années, se situe en ce moment autour de 4%. Ce qui lui assure encore un taux supérieur à celui des USA et de la plupart des pays européens y compris l'Allemagne de l'Ouest. Ainsi ni les investissements, ni les profits, ni la croissance industrielle ne permettent de conclure aujourd'hui à l'existence de la grave crise économique qu'annonce la bourgeoisie.

la revalorisation des matières premières

Pas plus d'ailleurs que le relèvement, par les pays producteurs, du prix du pétrole ne valide l'argument mainte fois employé par la bourgeoisie : «le relèvement du prix des matières premières accule les pays riches à la faillite». Pour quelle raison ? Certes, le mouvement historique dans lequel sont engagés les pays dominés pour récupérer leurs richesses nationales, mettre un frein aux décennies de pillage impérialiste qu'ils subissent, constitue une tendance irréversible et participe à la crise générale du capitalisme, accroissant les difficultés des pays impérialistes et les contradictions entre eux. Les nouveaux rapports de force intervenus entre pays impérialistes et pays du Tiers Monde possesseurs de richesses, obligent les premiers à des reculs, des concessions, donnent aux seconds des armes pour acquérir une certaine indépendance et remettre en cause l'assujettissement politique et économique où les maintient l'impérialisme. Mais la question posée c'est : ce mouvement crée-t-il aujourd'hui les conditions d'une grave crise économique dans un pays comme la France ? L'examen de la nouvelle politique économique définie depuis un an, et les répts que l'impérialisme français tente de se procurer, infirme l'existence aujourd'hui d'une crise économique. On le voit en examinant cette nouvelle politique économique qualifiée par Pompidou puis par Giscard de «redéploiement».

le redéploiement

Face à la situation nouvelle créée par le mouvement revendicatif des pays

producteurs de pétrole, l'impérialisme français, comme tous ses impérialismes rivaux, va s'engager en toute hâte dans une restructuration globale de son économie tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Se restructurer, conquérir de nouveaux marchés, l'exemple de Renault est là pour montrer que cette politique ne date pas d'hier. La soif de profits qui guide les capitalistes, la concurrence le conduit à réadapter sans cesse leur appareil de production aux conditions nouvelles de marché et de concurrence, à mobiliser leur capital vers les secteurs où les profits sont les plus élevés.

Dépendant dans une large mesure des pays du Tiers Monde pour son approvisionnement en matières premières, l'impérialisme français cherche à établir de nouveaux liens avec ces états comme en témoignent les voyages récents de Poniatowski en Algérie et de Chirac en Irak (voir article ci-contre). «L'art nouveau des négociations avec les pays producteurs de pétrole consiste à débattre de tous les sujets sauf le principal (le pétrole !)» écrit «Les Echos». Effectivement, l'essentiel des discussions porte sur ces «tableaux contrats» dont la presse s'est fait l'écho. «De quoi équilibrer dans un an ou deux, notre balance des paiements». Conclusion de nouveaux contrats, équiper ces pays en contre-partie du pétrole, telle est la tentative. Seulement là aussi, les pays du Tiers Monde posent leurs exigences. Aux capitalistes qui leur proposent des téléviseurs, des réfrigérateurs ou des voitures, autant de biens de consommation qui, en raison de la baisse constante du pouvoir d'achat des travailleurs, ont du mal à être écoulés en France, les pays du Tiers Monde répondent : «ce que nous voulons, c'est développer notre industrie, construire des usines, produire nous-mêmes en fonction de nos besoins...»

Témoin de cette nouvelle orientation, le commentaire des statistiques du Commerce Extérieur, d'abord une constatation «les exportations à destination des pays producteurs de pétrole ont pratiquement doublé en un an» ensuite dans ces exportations «il apparaît que les ventes des biens d'équipement et de demi-produits ont augmenté d'un pourcentage supérieur à la moyenne... en revanche les exportations des biens de consommation et de produits alimentaires ont baissé».

Pour satisfaire ces nouvelles exigences, les capitalistes doivent réorganiser leur production, la diversifier. Tout d'abord il faut parer au plus pressé, c'est à dire consolider les secteurs de production qui peuvent s'affirmer sur le marché mondial au détriment des secteurs retardataires. C'est le cas pour la sidérurgie et le nucléaire avec la tentative d'Usinor pour prendre le contrôle de Creusot-Loire lié à Framatome. C'est le cas pour Rhône-Poulenc qui en France consolide délibérément, ses départements chimie et pétrochimie au détriment des secteurs textile. C'est le cas pour Renault qui accélère sa diversification (déjà bien entamée, puisque 30% de son chiffre d'affaires est réalisé hors de l'automobile) et entend parvenir d'ici 10 ans à ne travailler que pour moitié dans l'automobile. Ensuite il s'agit pour les capitalistes de renforcer les secteurs en difficulté, pas assez concentrés. C'est la fusion Citroën-Peugeot, Saviem-Berliet, c'est le rapprochement Boussac (coton) et Prouvost (laine) dans le textile. A chaque fois il s'agit d'être plus structuré, plus concentré, c'est à dire plus compétitif, d'accroître les investissements, de rationaliser au maximum. Cette politique n'est pas le fait de capitalistes isolés, l'Etat en fidèle défenseur de l'intérêt d'ensemble des capitalistes, la coordonne.

une politique menée au niveau de l'état

Pour accélérer ce redéploiement, l'Etat dispose de différents moyens. Parmi ceux-ci, le Plan. Aussi a-t-il été mis en place sous la direction directe de Giscard, un «Comité de Planification» afin de préparer sérieusement le 7e Plan. Et J. Ripert, chargé de coordonner ces travaux, ne cache pas l'axe dans lequel il compte travailler : «dans nos rapports avec les pays producteurs de pétrole (nous sommes) devant un changement durable, ce qui implique des changements dans l'appareil de Production, dans la structure et la destination des exportations, dans l'organisation de l'économie intérieure...» Voilà qui résume clairement la politique économique de la bourgeoisie dans la période. Pour la mettre en œuvre

pour déporter la production vers les biens d'équipement, les moyens sont nombreux, ils vont des restrictions de crédit, à l'aide sélective.

En décidant en juin dernier l'encadrement du crédit, le gouvernement entendait clairement intervenir pour hâter les restructurations de manière à rendre certains secteurs plus compétitifs. C'est en ce sens que les faillites des PME ne portent pas tant sur les difficultés qu'elles auraient à trouver des clients mais sur le fait qu'elles accordent à ceux-ci des traites à 3 ou 4 mois alors que les banques ne leur accordent, depuis les restrictions, que des traites d'un ou deux mois.

Quant aux aides directes de l'Etat aux secteurs qu'il favorise, elles peuvent prendre diverses formes qui toutes n'ont pas le caractère officiel du «Comité Interministériel pour l'Aménagement des Structures Industrielles» comme en témoignent les aides indirectes faites dans le passé à Usinor, par exemple, lorsque l'Etat prenant en main la construction d'un port, de routes, de canaux dont le seul bénéficiaire est précisément Usinor. De même pour Fos. De même toutes les aides attribuées au nom de la recherche dans les entreprises, au nom des tarifs préférentiels... Sans compter les subventions données par l'intermédiaire de la décentralisation. A côté de toute cette batterie de moyens dont dispose le gouvernement pour aider, avec l'argent collecté par le biais des impôts sur le dos des travailleurs, tel ou tel secteur, «le Comité Interministériel» fait pâle figure et «l'Usine Nouvelle» très réaliste d'écire : «l'impact de ce Comité sera évidemment fonction des moyens financiers qui lui seront alloués - on parle de 1,3 milliard...» soit moins que la dote mise dans la corbeille pour Citroën-Peugeot ! Autant dire que cette aide de l'Etat est sélective et qu'elle contribue de fait à éliminer les «canards boiteux».

Autant de moyens dont dispose l'Etat pour réorienter l'économie, faire face à la situation nouvelle. Au stade du Capitalisme Monopoliste d'Etat, les monopoles et l'Etat sont intimement liés, l'Etat, le gouvernement étant là pour défendre les intérêts de ceux-là dans leur ensemble.

à l'offensive contre la bourgeoisie !

Des profits prêts à être investis, un appareil de production qui tente de se refaire une nouvelle jeunesse pour mieux affronter la concurrence internationale, voilà ce que la bourgeoisie appelle «crise économique» !

Non, du point de vue bourgeois la situation économique n'est pas catastrophique comme elle le dit et les difficultés qui frappent certains secteurs ne doivent pas le faire oublier.

Les travailleurs sauront démasquer ce chantage à la crise, ils sauront imposer leurs mots d'ordre et refuser la politique de crise orchestrée par la bourgeoisie. Car pour eux cette politique économique signifie restriction de la consommation, hausse galopante du coût de la vie, travail intensifié, vie hors de l'usine toujours aggravée...

Si la crise n'est pas dans le fond économique, la paupérisation des travailleurs, elle, est bien réelle. La politique de crise est menée avec un but bien précis, convaincre les travailleurs de «se serrer les coudes» de restreindre leur consommation. Cette politique de crise qui tient lieu d'unique projet politique aujourd'hui cherche à masquer l'incapacité de la bourgeoisie à proposer aux masses un projet politique susceptible de les mobiliser en les trompant. Cette politique de crise, vise à pallier aux difficultés de la bourgeoisie à gouverner comme avant, à régler comme avant ses rapports avec les masses. C'est pourquoi démasquer cette politique de crise et dévoiler le fond de la crise qui est politique, c'est une question d'importance. Les communistes n'ont pas à attendre d'une crise économique le développement des idées révolutionnaires dans notre pays. Car d'ores et déjà se développe chez les travailleurs la volonté de ne plus être gouvernés comme avant, la volonté d'une société nouvelle, d'une société socialiste.

C'est en s'appuyant sur ces justes aspirations que les communistes avancent leurs mots d'ordre. C'est par leur lutte résolue que les travailleurs mettront à bas cette politique de crise de la bourgeoisie.

Pierre MOREL.

La reprise en mains de l'UDR : un épisode prévu

Après l'échec de son candidat, Chaban-Delmas, aux élections présidentielles, l'UDR affronte une période nouvelle, pour la première fois depuis qu'elle existe, le président de la République est issu d'une autre formation. L'élection de Giscard, dirigeant des Républicains Indépendants (R.I.) marque pour l'impérialisme français la volonté d'une orientation différente en politique extérieure : accélération de l'intégration européenne, un certain rapprochement avec l'impérialisme U.S. C'est ce qui faisait l'essentiel des divergences entre les R.I. et l'UDR, attachée à la conception gaulliste de «l'indépendance nationale», opposée à toute idée de supra-nationalité et sur certains points s'opposant à l'impérialisme U.S. Pour battre l'U.D.R., Giscard s'est employé durant des années à l'affaiblir et à la discréditer par diverses révélations de scandales où étaient impliqués ses membres. Au sein même de l'UDR, certains jouent la carte Giscard et contribueront pour une part importante à la défaite de Chaban Delmas, c'est le groupe des «43», animé par Chirac.

Mais même affaiblie et divisée l'UDR demeurait toujours nettement le principal parti de la majorité, indispensable à Giscard pour gouverner. Le choix de Chirac comme premier ministre était destiné à rallier au nouveau gouvernement la majorité de l'UDR et à empêcher les défections. Malgré tout Giscard devait tenir compte des pressions des gaullistes qui ne manquaient pas de lui faire des difficultés, obtenant le départ de JSS, la démission de Stehlin, faisant capoter une partie de la réforme

la perte pour l'UDR du poste de premier ministre et l'ouverture d'une crise gouvernementale qu'elle ne veut pas engager aujourd'hui, alors qu'elle risque d'y perdre beaucoup. Le succès du coup de main de Chirac est logique, et il est certain que les choses vont changer à l'UDR, Chirac n'est pas Sanguinetti, avec le chantage à la réélection des députés il saura faire régner l'ordre et si besoin exclure ses adversaires. Il coupe l'herbe sous le pied de Jobert et contrecarre sa tentative de constituer à partir de



Chirac, Chaban-Delmas, déjà avant les élections...

constitutionnelle et votant en plusieurs autres occasions contre les projets gouvernementaux. L'autorité du gouvernement s'en trouvait affaiblie, et les tendances centrifuges au sein de l'UDR s'accroissaient, situation favorable aux anciens dirigeants gaullistes. Laisser la situation se dégrader, c'était pour le gouvernement risquer de se trouver obligé de faire des concessions renouvelées aux gaullistes, et en fin de compte perdre tout contrôle sur l'ensemble des formations de la majorité. Pour l'instant l'avantage qu'a pris Chirac ne sera pas inutile au moment où vont être discutées dans l'UDR les nouvelles orientations découlant des entretiens Ford-Giscard. Belle illustration de la crise politique de la bourgeoisie que cette bataille pour le contrôle d'un parti complètement déconsidéré, et ces tentatives de rapiécage des lambeaux d'une vieille défroque pour en faire un habit neuf.

Serge LIVET.

REVOLUTION PROLETARIENNE revue politique mensuelle du PCR (ml)

Au sommaire du numéro 1 :
Les textes et interventions du
Rassemblement Communiste du 3 Novembre

Passez vos commandes à :
REVOLUTION PROLETARIENNE
BP 267 - 75866 Paris Cedex 18
Prix: 5 Francs (plus port 1 F)
ABONNEMENT 1 AN : 50F CCP La Source 34.504.01

Pierre MOREL.

RENAULT, ENTREPRISE NATIONALISEE UN TRUST CAPITALISTE A L'AVANT-GARDE !

«Le nouveau jeu de Renault», «La Régie, pilote du redéploiement... la presse entend faire de Renault un exemple pour tous les capitalistes. Il est vrai que la Régie n'a pas attendu les «nouvelles» orientations de la politique économique de Giscard pour effectuer son «redéploiement». Si aujourd'hui 30% de son chiffre d'affaires est réalisé hors de l'automobile, c'est le fruit d'une politique à long terme qui vise à «réaliser en dehors de l'auto un chiffre d'affaires égal à la moitié du chiffre d'affaires purement automobile» (P. Dreyfus, PDG).

Diversifier sa production en investissant dans des secteurs aussi divers que le tourisme ou la machine-outil, conquérir de nouveaux marchés dans les pays en voie de développement ou dans les nouveaux pays capitalistes de l'Europe de l'Est, c'est la politique constante de Renault.

DIVERSIFIER SA PRODUCTION

Mis à part l'automobile, la Régie est présente dans quatre secteurs principaux.

- Le poids lourd
La Saviem représente aujourd'hui 11% du chiffre d'affaires de Renault. Après le rachat de Berliet, ce département représentera dans 10 ans près de 30% de l'activité de la Régie : «Le Poids Lourd est le premier secteur de notre diversification. Et c'est un secteur à expansion rapide : de 7 à 8% l'an à la fois à cause des transports en commun et des besoins nouveaux des pays en voie de développement» (C. Beullac, directeur général adjoint interviewé à l'Express).

- L'entreprise générale et la machine-outil

Ce secteur représente environ 12% du chiffre d'affaires. Ecoutez Beullac : «Après l'achat des Constructions de Clichy nous sommes devenus le deuxième constructeur de machines-outils. Et nous avons d'autres affaires en vue». Mais Renault c'est aussi D.D.I. («Diversification et Développement Industriels») qui comprend des usines fabriquant des aciers spéciaux, de la fonderie. C'est aussi RIET («Renault Industrie Equipement et Techniques») qui coordonne les divisions et les filiales du groupe spécialisées dans l'ingénierie et les biens d'équipement, la SERI («Société d'Etudes et de Réalisations Industrielles») est devenue l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie, la SNR (Société Nouvelle de Roulements) premier fabricant dans sa branche.

Quant à l'entreprise générale, il s'agit d'une extension de l'ingénierie, c'est-à-dire la construction d'usines clés en mains, quelle que soit la branche de cette entreprise. C'est ainsi que la Régie est en train de monter une usine de fils chirurgicaux en URSS alors qu'elle ne connaît rien de ces fils, «Mais, nous savons bâtir, résoudre les problèmes de manutention et de transport des usines et concevoir des machines pour fabriquer tel type de pièces, etc...» (Beullac). A cela s'ajoute la formation du personnel de ces usines.

- Des cycles à l'immobilier
En novembre Renault prenait le contrôle des cycles Gitane et l'on parle aujourd'hui d'un accord avec

Vélosolex, troisième constructeur français de cyclomoteurs.

Dans un tout autre secteur, la Régie a pris le mois dernier 5% de participation dans la Générale Occidentale, groupe alimentaire franco-britannique.

A cela s'ajoutent également Europ-Car, filiale de location de voitures et l'immobilier «Renault est un des plus grands propriétaires immobilier de France» (Beullac).

- La finance
En France, la Sofexi («Société Financière pour l'Expansion Industrielle») gère les filiales. A Genève, en Suisse, Renault Holding est là pour organiser les investissements à l'étranger et gérer les filiales européennes.

CONQUERIR DE NOUVEAUX MARCHES

En allant en Irak, Chirac n'a pas oublié Renault. Un contrat confié au groupe Saviem-Berliet (filiale de la Régie) la construction d'une usine qui produira 6000 camions l'an. Des négociations sont engagées en Algérie pour la construction d'une usine de contacteurs avec Merlin-Gérin et l'on parle également d'une usine d'automobiles.

Quant à l'URSS, c'est aussi pour une usine de contacteurs que Renault, en association avec la Télémécanique, a signé un contrat de 420 millions de francs.

RENAULT UN TRUST CAPITALISTE MODELE.

Même nationalisée, la Régie est bien un trust comme les autres. Comme le

disent les révisionnistes, il est plus «compétitif» que les autres, sa productivité ne cesse d'augmenter tout comme ses exportations. La Régie étant «à l'avant-garde du progrès technique», de la «rentabilité»... Et dans leur élan, les révisionnistes ont fait miroiter la perspective de se faire racheter par la Régie et qui s'entendent aujourd'hui répondre par un «non» catégorique : «nous refusons absolument d'être les récepteurs d'entreprises en difficultés» (Beullac).

Quant aux travailleurs de Richard Continental (filiale de Renault) licenciés l'an passé, eux aussi savent que «Renault a fait ses preuves» comme dit le P.C.F.

Et que l'on ne nous dise pas que, avec la gauche, chez Renault, «les travailleurs auront la possibilité de contrôler les comptes de l'entreprise», alors que la société financière de Renault est... en Suisse, comme pour Michelin, comme pour de nombreux trusts capitalistes ! Ce n'est donc pas étonnant que Renault qui produit deux fois plus de voitures que ses concurrents immédiats déclare quatre fois moins de bénéfices !

Non, les travailleurs de Citroën n'auraient rien à attendre d'une «nationalisation». Trop de zèle aveugle, et les révisionnistes, à force d'encenser la Régie finissent par donner des coups de couteau dans l'eau, il n'y a qu'à voir le mal qu'ils ont à justifier leur mot d'ordre de «nationalisations».

Renault est bien un trust capitaliste dont le seul but est le profit, la course aux nouveaux marchés... et en cela, il est bien la première entreprise française !

Pierre MOREL.

le comité de lutte des handicapés :

UN EXEMPLE DE L'ORGANISATION DES MALADES CONTRE LA SANTE AU SERVICE DU CAPITAL

Vendredi 14 décembre, le Parlement a commencé à discuter un projet de loi d'orientation dit « en faveur » des handicapés (physiques et mentaux). A cette occasion, les giscardiens ont réembouché les grandes trompettes de la Réforme proclamant, par la bouche du rapporteur du projet : « le projet de loi fait passer l'aide aux handicapés du domaine de l'assistance à celui de la solidarité nationale ». En fait, sous couvert de « solidarité » (mot que l'on substitue à celui d'assistance), qui lui-même masque celui de charité), ce projet vise non pas à faciliter le droit de vivre des handicapés, mais à les rentabiliser au maximum en les enfermant à jamais dans leurs ghettos. Que prévoit le projet de loi dit « en faveur des handicapés » ?

► L'handicapé recevra une formation de type scolaire adaptée à son handicap (l'handicapé ne pourra donc pas choisir librement une orientation scolaire et professionnelle, il devra s'adapter aux critères scientifiques établis par les spécialistes bourgeois commis à cet effet).

► Les ateliers protégés (au nombre d'environ trois cents actuellement en France, ils regroupent les travailleurs handicapés jugés rentables, à l'exclusion des travailleurs encore valides) pourront être créés par des entreprises privées (donc, plus d'illusions à se faire sur le caractère « charitable » ou « national » de telles « créations »).

► Les entreprises donnant du travail en sous-traitance à des ateliers protégés ou à des centres d'aide par le travail seront dispensées de la loi des 3%.

Cette loi obligeait les capitalistes à intégrer 3% de handicapés dans leurs entreprises. En fait, elle était peu appliquée, car elle constituait un frein

à la surexploitation de la force de travail des handicapés (dans une entreprise « normale », le travailleur handicapé ne pouvait être payé à un salaire inférieur au SMIC, dans un atelier protégé il est fréquent aujourd'hui encore qu'un travailleur handicapé soit payé, pour le même travail de 200 à 400 F par mois). Nos giscardiens ont répondu aux vœux des capitalistes en préparant la liquidation de la loi des 3%.

► Une commission départementale sera chargée de l'orientation vers les établissements d'éducation spécialisés pour les mineurs handicapés, de l'attribution des allocations, du reclassement professionnel pour les adultes handicapés. Si les familles ne se soumettent pas aux mesures préconisées par la commission (il n'est même pas question de la « soumission » des handicapés eux-mêmes : elle va de soi), celle-ci pourra suspendre les allocations (nous soulignons).

Dans le projet de loi, toutes les mesures dites « en faveur » des handicapés sont liées à une rationalisation et à une aggravation de leur exploitation, dans tous les domaines de la vie sociale. Mais ce projet de la bourgeoisie n'est pas indépendant de l'aggravation des conditions de travail et de vie des travailleurs dans leur ensemble. Car les handicapés (3 millions actuellement en France, et leur nombre va croissant) ne constituent pas une masse à part, une excroissance de la société : ils sont secrétés par la société elle-même, au stade actuel de son développement impérialiste.

C'est le principal mérite du comité de lutte des handicapés, constitué en 73, d'avoir mis en lumière l'origine sociale de la plupart des handicaps

(physiques ou mentaux) : « le comité de lutte, explique un de ses membres, s'est constitué contre les associations traditionnelles de handicapés, simples courroies de transmission de la bourgeoisie, qui refusent de poser le problème du handicap en termes politiques, en termes de classes. Pour nous, les handicaps ne tombent pas du ciel, ils sont directement liés aux cadences, aux rendements, aux primes, aux conditions de vie, à la médecine capitaliste (qui répare parfois, mais ne guérit jamais, car elle n'agit pas sur les causes sociales de la maladie). » Et aussi : « Notre principal objectif est d'intégrer notre lutte à celles de la classe ouvrière. Lorsque nous exigeons le droit au travail sans discrimination, cela implique une lutte immédiate contre les cadences et les rendements pour tous les travailleurs, valides et handicapés. Lorsque nous exigeons le droit à la santé, à la vie, cela implique qu'on ne monnaye pas sa vie et sa santé contre des primes ».

Bien entendu, de telles revendications sont incompatibles avec les lignes révisionnistes et réformistes encore dominantes à l'intérieur des syndicats : « Nous entreprenons un film (1) où seront montées des scènes de la vie quotidienne qui produisent les handicaps : par exemple, un ouvrier sur un échafaudage sans normes de sécurité. A l'hôpital Trousseau, où je travaille actuellement, il y a un laboratoire dont l'architecte a reconnu qu'il n'était pas réglementaire. Une quinzaine de personnes travaillent dans une issue de secours. Cela veut dire que les services qui travaillent derrière n'ont pas d'issue de secours. En plus, il n'y a pas d'aération, on travaille toute la journée à la lumière et il y a un vacarme terrible. Face à cette situation que font les révisionnistes qui

dominent actuellement la CGT de l'hôpital ? Ils réclament une prime d'insalubrité alors que la vie des travailleurs est en danger permanent. Voilà comment on crée les handicaps : avec des primes en tous genres ! Je me suis révoltée, j'ai dit : « quand ils seront handicapés, il ne sera plus question de primes ». Nous avons beaucoup discuté avec les travailleurs concernés, ils étaient entièrement d'accord avec nous ».

Front Rouge : quelle rapport voyez-vous entre l'action du comité de lutte des handicapés et la lutte pour le socialisme dans notre pays ?

« Nous posons des revendications immédiates, mais nos revendications les plus simples, comme le droit au travail, portent déjà en germe la question du socialisme. Comment par exemple, les capitalistes pourraient-ils admettre la diminution des cadences, alors que la logique du système les contraint à les augmenter sans cesse ? Nous savons que nos problèmes ne pourront pas être résolus dans cette société, ils ne pourront l'être que dans une société socialiste, avec la classe ouvrière à la tête d'un nouvel Etat. L'organisation sociale actuelle ne provoque pas seulement les accidents du travail et les accidents de la circulation. Elle favorise aussi le développement des maladies congénitales, des maladies qu'on qualifie d'« héréditaires ». Ces maladies, on pourrait les dépister s'il y avait une véritable médecine préventive. Mais il n'y en a pas, ou quand il y en a une, elle joue un rôle de répression, pas de dépistage.

Bien des accidents de naissance sont dus à des fautes de praticiens, à la médecine du rendement. Il y a les accidents du travail et de la circulation, mais il y a aussi des

accidents de la médecine. Par exemple, à l'accouchement, un enfant se présente mal : au lieu de faire une césarienne exigeant un personnel qualifié sur place, on ne fait pas de césarienne, on tire sur le gosse, résultat : luxation des vertèbres avec hernie de la moelle épinière. Autre exemple : une femme a des difficultés pour accoucher : on fait des forceps, ce qui provoque des hémorragies, des lésions cérébrales chez l'enfant. Voilà comment il est possible de créer un infirme moteur cérébral ».

L'HOPITAL FONCTIONNE SUR LE MODELE DE L'ORGANISATION CAPITALISTE DU TRAVAIL ET DE LA VIE.

« Si tu es un ouvrier, si tu es un travailleur, tu n'es pas mieux traité à l'hôpital que dans le travail ou dans la vie quotidienne. Le personnel médical n'est pas responsable : il est maintenu dans un état de sous-nombre et de sous-qualification. Et il n'y a pas que le personnel et la qualification qui manquent, il y a aussi le matériel.

Par exemple, je suis arrivée à Broussais, en service de réanimation, pas de machine de libre. On a débranché une femme de 70 ans et on m'a mise à sa place, sans doute parce que j'étais plus jeune. J'ai eu de la chance. Mais si j'avais été mise en compétition avec une jeune riche, c'était moi qui y passais.

Quand tu arrives à l'hôpital, tu n'es plus considéré comme un être social, tu es la maladie : un tel, numéro tant du lit, l'examen un tel, la radio un tel, point à la ligne.

L'hôpital est sur un quartier. Il faudrait arriver à former des comités de quartier regroupant des membres du personnel soignant et les autres travailleurs du quartier. Car il est difficile d'organiser les travailleurs quand ils sont malades, reclus à l'hôpital. Les conditions actuelles de réparation des travailleurs à l'hôpital ne les engagent guère à la lutte, au moment où ils s'y trouvent ».

IL N'EST PLUS UN SEUL DOMAINE DE LA VIE SOCIALE QUI ECHAPPE A LA CRISE ET A LA LUTTE POLITIQUE.

Après les luttes engagées par les femmes sur la question de l'avortement et de la contraception, les luttes engagées par les travailleurs handicapés contraignent la bourgeoisie à politiser un problème qu'elle aurait bien voulu laisser dans le domaine béni de la charité (publique et privée). Mais ces luttes contribuent aussi à démasquer les réviso-réformistes à l'intérieur des syndicats. Les réviso-réformistes traitent ces luttes par le mépris, les qualifient de « marginales ». Mais elles ne sont marginales que pour les politiciens bourgeois qui ne remettent pas en question l'organisation capitaliste du travail et de la vie et son effet sur la santé des travailleurs, dans tous les domaines de la vie sociale. La lutte menée par le « comité de lutte des handicapés » est importante parce que c'est un des premiers secteurs où les malades s'organisent. La lutte pour la santé n'est pas que l'affaire des hospitaliers, c'est l'affaire aussi des malades qui doivent s'organiser, c'est l'affaire de tous les travailleurs !

Tous les travailleurs sont concernés par ces luttes, car tous les travailleurs risquent quotidiennement le handicap. Serge MICHEL

(1) Des membres de la revue Cinéthique participent activement à la réalisation de ce film. Ils lancent à cette occasion un appel aux lecteurs du journal pour qu'ils nous permettent de tourner des séquences en rapport avec le sujet du film.

HOPITAL DE ROUBAIX : médecine de profit sur le dos des travailleurs

A Roubaix, municipalité socialo-centriste, la politique de la municipalité, pour ce qui concerne l'hôpital est tout à fait dans la ligne de la médecine du profit.

C'est une politique de prestige basée sur des services de haute spécialité : centre de réanimation, soins intensifs, service de prématurés... services exigeant des investissements élevés pour le plus grand bien des trusts pharmaceutiques et des industries du matériel chirurgical, pour le plus grand bien des patrons de ces services, dans la mesure où la rétribution des actes dans ces services est très élevée, le profit est d'autant plus élevé...

Le revers de la médaille est une politique d'économie systématique sur le personnel et dans les services courants de médecine, de chirurgie enfant, etc... services qui sont laissés sans matériel et sans personnel, et, où, en conséquence, les malades sont en danger et les accidents fréquents. Si le matin et, en particulier dans les services de pointe, il y a beaucoup d'infirmières, la nuit, les 1800 malades sont sous la responsabilité de 4 à 5 infirmières et de quelques aides soignants : inutile de dire que la surveillance est insuffisante. C'est ainsi qu'un prématuré a été victime du manque de surveillance due à cette politique, l'année passée. Dénoncée par certains membres du personnel et la section syndicale CFDT, la direction a répliqué par le licenciement des travailleurs concernés, en attaquant au tribunal correctionnel et en obtenant une condamnation à 2 mois avec sursis et à 3000 F d'amende pour violation du secret professionnel et diffamation. Le secret professionnel apparaît bien comme le moyen de préserver la toute puissance du médecin et d'empêcher les masses de lui demander des comptes, en cas de faute professionnelle.

De même à Roubaix, la mise en place coûteuse d'un service de prématurés pose le problème de la médecine bourgeoise comme médecine de réparation et non comme médecine de prévention dans la mesure où la prévention ne rapporte pas. Dans telle maternité de la région parisienne, par une surveillance régulière de la femme enceinte et la préparation à l'accouchement, on atteint un taux de prématurés inférieur de moitié au taux normal... d'autre part, si les conditions faites à la femme, avec la double journée de travail étaient différentes, le nombre de prématurés ne serait pas aussi élevé.

Seul le socialisme, en transformant la société assurera la santé des travailleurs. A Roubaix, comme partout, l'union entre la classe ouvrière et les travailleurs hospitaliers permettra de lutter pour une meilleure médecine et de jeter les bases pour une médecine au service du peuple.

Correspondant Roubaix.

l'hospitalier marxiste léniniste

" l'homme, le capital le plus précieux " (L. Staline)

1^{er} déc. 74 bulletin des hospitaliers du parti communiste révolutionnaire (ml) n°1

LA SANTE, C'EST L'AFFAIRE DES MASSES

Comme celle des postiers, la lutte des travailleurs hospitaliers a été populaire. Elle a été bien accueillie par les malades et par l'ensemble des travailleurs. Cela tient, pour une part, à ce que les revendications des hospitaliers étaient considérées comme justes et nécessaires par tous les travailleurs. Cela tient aussi à ce que les travailleurs rejettent de plus en plus massivement la façon dont ils sont soignés dans cette société capitaliste.

Malgré tout le baratin des ministres de la santé (jusqu'à la visite de Mme Veil à Saint Antoine) sur « l'humanisation des hôpitaux » sur la « charte du malade », il se voit bien comment ils sont traités dans les hôpitaux : le mépris des médecins, la surveillance incessante par manque de personnel, les soins sont bâclés pour rentabiliser au maximum, les jours sont longs à attendre une radio, etc...

Il faut bien que la bourgeoisie qui pousse des crises à la grève des hôpitaux au nom de la sécurité des malades, se soucie de la santé des travailleurs. Ce qui vaut la démagogie de Veil sur la « solidarité » de l'avortement, lorsqu'il n'est remboursé par la sécurité sociale, lorsque les médecins peuvent refuser de le pratiquer, lorsqu'on ne sait pas quels sont les médecins qui acceptent.

« L'hospitalier marxiste-léniniste », bulletin des hospitaliers du P.C.R. (m-l) vient de paraître, traitant de la dernière grève des travailleurs de la santé, ce bulletin pose le problème : la santé au service de qui ? Au service du Capital ou au service des masses ? La santé, ce n'est pas la seule affaire des travailleurs de la santé, mais c'est aussi l'affaire des malades, l'affaire de tous les travailleurs, victimes d'une manière ou d'une autre dans leur vie des mauvaises conditions de vie et de travail que leur impose le capitalisme ; nous appelons à faire connaître largement ce bulletin. Passez vos commandes. 10 exemplaires pour 5 F, port compris, le reste étant à régler en fonction de la diffusion.

abonnez vous
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui
fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

VIGILANCE FACE AUX MENACES DE GUERRE DES SIONISTES

19 DECEMBRE 20H. A LA MUTUALITE
4 HEURES POUR LA PALESTINE
«POUR LE SOUTIEN DE L'OLP»

Au kibboutz de Roch Hanikra, en Haute-Galilée occupée depuis 1947, la bataille a fait rage plusieurs heures, le 6 décembre. Une unité de fedayin a affronté l'armée sioniste. Des blindés, des hélicoptères et des parachutistes de l'armée sioniste ont participé aux combats. Lorsque les fedayin se sont retirés, les services sanitaires sionistes ont relevé de nombreux morts et blessés dans l'armée sioniste. L'état d'alerte générale a été décrété en Galilée occidentale par crainte de nouvelles actions armées de la Résistance Palestinienne dans toute la région.

Pour les sionistes, le «front intérieur» est de plus en plus difficile à tenir. Les actions armées se multiplient sur tout le territoire palestinien. Le peuple palestinien, a organisé tout au long du mois de novembre d'importantes manifestations au cours desquelles il dénonçait l'occupation sioniste et affirmait son attachement à l'OLP, alors que celle-ci est de plus en plus largement reconnue au niveau international comme le représentant légitime du peuple palestinien. L'Etat sioniste a riposté en accentuant toutes les formes d'oppression du peuple palestinien:

- terreur accrue à l'égard du peuple palestinien dans les territoires occupés. De très nombreuses arrestations ont été opérées depuis le mois de novembre dans toute la Palestine occupée. Les villes sont quadrillées par l'armée sioniste, le couvre-feu généralisé. Les mesures arbitraires se multiplient: tous les habitants du village de Tammoun, près de Naplouse, se sont vus interdire de s'éloigner de leur village «en raison de leur action armée contre les autorités d'occupation et de leur soutien aux fedayins». La résistance de la population à la vague de répression est grande. De nombreux habitants de Cisjordanie et de Gaza refusent de payer les amendes allant jusqu'à 600 F qui leur ont été imposées pour leur participation aux manifestations de novembre.

- Raids massifs contre le Liban: en 7 jours au cours de la dernière semaine 50 intrusions et agressions ont été enregistrées, certaines de grande envergure. Le 8 décembre, prenant

prétexte de la défaite de Roch Hanikra, Israël a lancé aviation, artillerie et marine contre le Sud-Liban. Le 13 décembre, des Phantoms ont allés bombarder les camps de Chatila, de Sabra dans la banlieue de Beyrouth. Deux Phantoms ont été abattus par la DCA palestinienne qui a interdit aux agresseurs d'accomplir un deuxième largage. Dans les camps, loin d'être impressionnés, les Palestiniens disaient tous: «c'est la réaction de dépit et l'aveu d'impuissance d'un ennemi qui se sent cerné et dans l'impasse», rapporte jusqu'au correspondant du «Figaro».

- tentative d'assassinat sur les dirigeants palestiniens: le 11 décembre, 3 sièges de l'OLP à Beyrouth ont été touchés par des roquettes lancées à partir de voitures stationnées à proximité. Le siège de l'OLP a été touché. Une deuxième voiture, équipée du même dispositif a été découverte à proximité, ses roquettes devaient entrer en action quelques temps après les autres, dans l'espoir de toucher des responsables palestiniens qui seraient venus se renseigner sur les premières explosions. Le responsable du bureau de l'OLP déclarait «les israéliens terrifiés par les opérations de fedayin entreprises en Palestine occupée s'en prennent désormais aux centres à l'extérieur après avoir échoué à affronter les fedayin palestiniens sur le champ de bataille.»

L'Etat d'Israël n'existe que par la terreur et l'agression contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes.

Les arrestations, les raids de représaille, les tentatives d'assassinat de dirigeants palestiniens n'impressionnent pas le peuple palestinien, ni ceux qui se battent avec lui. Mgr Capucci, condamné à 12 ans de prison parce qu'il soutenait la Résistance a répondu à ses juges: «Je crois à la paix et à la justice; je crois au cher Etat de Palestine». C'est à dire à la Palestine démocratique pour laquelle lutte le peuple palestinien.

Les échecs successifs de l'Etat d'Israël sur le terrain diplomatique mais surtout sur le terrain politique et militaire à l'intérieur des territoires occupés sont à l'origine des agressions répétées et des préparatifs accélérés en vue d'une nouvelle guerre. L'impérialisme US le soutient activement dans cette voie.

Les sénateurs américains ont demandé à Ford de poursuivre l'aide US à Israël. Le budget d'aide à l'étranger voté pour 1975 est consacré pour un quart à Israël, tant sur le plan militaire qu'économique. Sur le plan militaire, lors de la dernière visite d'Ygal Allon à Washington, Israël a obtenu 48 avions F 15 qui leur seront livrés au rythme de 2 par mois. Des blindés sont également livrés massivement, 450 chars M60 ultra-modernes ont déjà été livrés, ce qui a obligé l'armée américaine à enlever leurs blindés à des unités d'entraînement et de réserve. D'après le général Brown, la livraison à Israël de 600 chars supplémentaires qu'il réclame, suppose que soit désarmée une partie d'une

division blindée américaine. Les plans d'armement d'Israël par les Etats-Unis sont de lui permettre de combattre pendant 21 jours sans avoir besoin de ravitaillement; ce qui suppose une accumulation énorme d'armes: en Octobre, Israël a dû être ravitaillé au bout de seulement six jours. Une telle quantité d'armes devrait, pensent les Américains, permettre à Israël d'entreprendre une nouvelle guerre «préventive».

Les finances et les hommes sont également offerts à Israël. La Suisse vient d'offrir à deux organisations sionistes notoires les fonds déposés par les juifs victimes du nazisme qui n'ont pas été réclamés depuis 1945, soit 15 millions de francs. Quant aux hommes, Israël est en train de recruter une «légion juive» forte de 150 000 hommes à travers le monde, notamment aux Etats-Unis, en justifiant ce recrutement par la double nationalité, celle de leur pays et israélienne, délivrée à de nombreux juifs dans le monde.

L'impérialisme US maintient deux fers au feu pour imposer l'Etat d'Israël au peuple palestinien et aux autres peuples arabes de la région. S'il arme Israël à un rythme accéléré, s'il envoie le porte-avions Constellation dans le Golfe arabe, il n'en poursuit pas moins de pair sa politique dite «de paix», qui doit se concrétiser par la tenue de la conférence de Genève. Les pressions sur les pays arabes et la Résistance Palestinienne pour qu'ils acceptent une «solution négociée» concoctée par les deux

superpuissances, qui consacrerait Israël, sont activement poursuivies. Pour parvenir à imposer la «solution négociée», la lutte du peuple palestinien doit être neutralisée, détournée vers d'autres objectifs que les siens. C'est à quoi s'emploie notamment le social-impérialisme soviétique. Les correspondants de Tass étaient même allés jusqu'à déformer le texte d'une interview que leur avait accordé Arafat lui faisant dire qu'il se félicitait des positions de Brejnev réclamant des «garanties sûres à la sécurité et à l'indépendance de tous les Etats entraînés dans ce conflit». Le lendemain, Tass devait publier un nouveau texte d'où avaient disparu ces falsifications. Cette «erreur» de Tass illustre la volonté de l'URSS d'imposer au peuple palestinien l'existence de l'Etat d'Israël, de renoncer à sa lutte et à ses droits nationaux sur toute la Palestine occupée.

Cette situation appelle la vigilance la plus grande de tous les militants anti-impérialistes, de tous les amis du peuple palestinien. Vigilance contre les préparatifs sionistes en vue d'une guerre et la propagande la préparant! Vigilance contre toutes les agressions, tous les attentats contre des responsables palestiniens que les sionistes peuvent perpétrer partout dans le monde! Vigilance contre toutes les manœuvres, notamment de l'URSS, tentant de détourner la Résistance Palestinienne de ses objectifs et de désarmer le peuple palestinien!

Grégoire CARRAT.

Barbès: manifestation de soutien à la résistance palestinienne

Samedi 14 décembre, à Barbès, un millier de personnes, travailleurs immigrés arabes, anti-impérialistes français ont participé à un rassemblement de soutien à la Résistance Palestinienne.

Cette manifestation appelée par le P.C.R. (m-l), les C.I.P., les C.A.C.F., le Mouvement des Travailleurs Arabes et d'autres organisations débuta par une minute de silence à la mémoire de Mahmoud Al-Hamchari, Mohammed Boudia, assassinés en France par les services secrets israéliens et de tous les martyrs de la cause palestinienne.

Les habitants du quartier, en majorité des travailleurs immigrés, les passants s'arrêtaient pour écouter les interventions en Arabes et en

Français d'un représentant de l'O.L.P., d'un membre du M.T.A. et d'un représentant des organisations françaises organisatrices. Dans ces prises de parole, la longue lutte du peuple palestinien pour récupérer son pays, les dernières manifestations des masses palestiniennes dans les territoires occupés furent rappelées. Après la lecture d'extraits du discours d'Arafat à l'ONU, les orateurs appelèrent à renforcer le soutien à la Résistance Palestinienne et à intensifier la lutte contre tous les aspects de la propagande sioniste.

Au nom des juifs anti-sionistes présents à la manifestation, l'un d'eux exprima son adhésion à la cause palestinienne, son intervention fut

saluée par l'ensemble des manifestants scandant le mot d'ordre: «Vive la lutte des juifs anti-sionistes».

Aux cris de «sionistes, fascistes, assassins», «A bas Israël, Palestine démocratique», drapeau palestinien en tête, la manifestation parcourut pendant 3/4 d'heure les rues du quartier entre Barbès et Stalingrad. Sur les trottoirs, aux fenêtres des immeubles, les habitants manifestaient leur accord avec les mots d'ordre scandés avec enthousiasme en Français et en Arabe.

Cette manifestation très combative a montré un renforcement de la vigilance vis à vis des complots sionistes et le soutien remporté par la résistance palestinienne dans les masses.

GISCARD-FORD: des positions convergentes sur les questions de l'énergie

Les orientations en politique étrangère de l'impérialisme français sont au cœur des contradictions qui secouent l'actuelle majorité présidentielle. Certains, essentiellement à l'intérieur de l'UDR incarnant la nécessité de garder ses distances avec l'impérialisme US, d'autres, au contraire étant favorables à un infléchissement de la politique précédemment suivie dans le sens de la politique US; les réformateurs sont ceux qui sont le plus explicites dans cette voie là. L'échec de Chaban-Delmas et l'élection de Giscard d'Estaing aux présidentielles marquaient un nouvel équilibre entre les tenants de ces deux projets, moins en faveur du premier que précédemment. La composition de la majorité parlementaire, à dominante UDR n'en constitue pas moins un obstacle à des modifications importantes de politique étrangère dans la situation actuelle, ce qu'expliquent à la fois les faibles modifications constatées jusqu'à présent, et les tentatives de Chirac de reprendre en mains l'UDR, pendant que Poniatowski s'emploie par différents moyens à réduire le rôle et la taille de ce parti. Malgré cela, deux événements cette semaine permettent de mesurer les pas faits depuis le remplacement de Pompidou, et de cerner les choix que doit faire l'impérialisme français: il s'agit de la rencontre Giscard-Ford et du «sommet européen» de Paris.

LA RENCONTRE FORD-GISCARD. Notons d'abord la réaffirmation de l'attachement des deux gouvernements à «l'alliance atlantique», et l'affirmation de la nécessaire

coopération entre l'OTAN (que l'impérialisme français a quitté du temps de De Gaulle) et les forces armées françaises; en même temps et pour la première fois, les dirigeants français chiffrèrent les indemnités à accorder à l'impérialisme US pour prix du retrait français de l'OTAN à...500 millions de francs! Voilà un langage peu usité depuis 16 ans dans les communiqués conjoints des deux puissances impérialistes. Mais là où le changement est sans doute le plus caractéristique, c'est en ce qui concerne les questions énergétiques. Rappelons d'abord qu'au début de cette année, les contradictions entre l'impérialisme français et l'impérialisme US avaient pris un ton assez vif. Les Américains entendaient constituer sous leur direction un groupe des principaux pays impérialistes (social-impérialisme soviétique exclu) pour imposer aux pays producteurs de baisser leurs prix, et contrôler l'approvisionnement des autres pays. L'impérialisme français opposait à ces propositions, par la voix de Jobert, l'ancien ministre des affaires étrangères, des négociations directes bilatérales ou non entre pays producteurs et pays consommateurs; il tentait en même temps de mettre sur pied des négociations Europe-pays arabes producteurs de pétrole, négociations excluant les USA.

La politique française n'a pas enregistré les succès escomptés. Les USA sont arrivés à mettre sur pied leur agence de l'énergie qui regroupe les 12 plus importants pays capitalistes, à l'exclusion du social-impérialisme et de l'impérialisme français. Parallèlement,

la conférence Europe-Pays arabes n'a pu se mettre sur pied du fait que les autres pays européens s'alignaient sur les positions US et participaient à l'agence des 12. En septembre, Giscard substituait aux anciennes propositions françaises, celle de réunir une conférence tri-partite pays «consommateurs riches», pays producteurs et pays «consommateurs pauvres». Parce que Giscard affirmait sa volonté de ne pas rejoindre l'agence des 12, parce que cette proposition recueillait l'avis favorable de plusieurs pays arabes, on aurait pu croire à la persistance du désaccord entre l'impérialisme US et l'impérialisme français.

Or au contraire, tout montre que la réunion de Fort-de-France, préparée minutieusement auparavant avait un but précis, concilier les positions françaises et US. Giscard et Kissinger, avant de s'envoler vers la Martinique avaient fait déjà savoir que ces positions étaient conciliables, et effectivement ils se sont employés à les faire concilier. Du point de vue US, la question importante était celle de concertation préalable, sous la houlette américaine, des différents pays impérialistes, pour que les compromis passés avec les pays producteurs de pétrole n'entraient rien le leadership qu'ils entendent assurer sur les impérialismes japonais et européens. De ce point de vue Giscard a accepté contre la participation US à la conférence tri-partite qu'il propose, de la préparer par des concertations préalables, et entre les sessions, avec les pays du groupe des 12 et plus particulièrement

l'impérialisme US. On le voit, le résultat, même s'il n'est pas un alignement pur et simple sur les positions US (la France ne rejoint pas directement le groupe des 12), comporte des concessions et est en fin de compte assez éloigné des propositions initiales de l'impérialisme français.

«LE SOMMET» EUROPEEN.

Les résultats tangibles de la réunion des 9 sont maigres, car personne ne peut croire que le «conseil européen» qui se substituera aux sommets habituels à partir de 75 aura plus d'autorité et d'efficacité que n'en ont les sommets actuels. Une chose est évidente, c'est que la construction européenne pour laquelle chacun des 9 s'affirme favorable, ne progresse en rien aujourd'hui. Deux voies s'affrontent pour la construction européenne: édifier un nouvel ensemble impérialiste capable de rivaliser avec les deux superpuissances et pour cela relativement indépendant de l'impérialisme US, ou bien édifier une Europe dépendante, économiquement et politiquement de l'impérialisme US.

L'impérialisme US pousse évidemment pour la deuxième voie. Il a tout intérêt, surtout compte tenu de la menace du social-impérialisme et de ses possibilités de nouer des liens privilégiés avec les pays ouest-européens, à arrimer solidement ces pays à sa domination, en les constituant en un tout unique où domineraient économiquement et politiquement des pays comme l'Allemagne de l'Ouest qui nourrit

d'excellentes relations avec lui. Toute l'intervention US dans la vie de la communauté des 9 aussi bien en ce qui concerne la question de la «défense européenne commune», que celle de l'énergie, que celle des ventes d'avions militaires pour remplacer le starfighter, va dans le même sens. Instaurer et renforcer l'assujettissement de ces pays à l'impérialisme américain, favoriser leur unité... sous direction US. Le fait que l'ensemble des pays européens sauf la France ait rejoint l'agence des 12, le fait que, à part la Belgique et la France, les autres pays se destinent à acheter le rival US du Mirage pour remplacer le Starfighter, montre que l'impérialisme US dispose pour perpétuer son projet politique d'appuis évidents particulièrement en Allemagne de l'Ouest, en Hollande... Les indécisions qui ressortent de toutes les dernières réunions européennes, montrent pourtant que les choix à faire pour avancer plus dans la construction européenne ne sont pas faits. L'impérialisme français jusqu'à présent a été celui qui a le plus manifesté d'opposition aux tentatives de main-mise des USA. Giscard depuis qu'il a été élu, s'il a noué des liens privilégiés avec la RFA largement liée aux Américains, s'il a consenti à des concessions à la Grande Bretagne pour renégocier son contrat d'adhésion, n'a en fait pris aucune décision importante susceptible de modifier la situation. C'est dans les mesures prises à l'avenir pour bloquer cet état stagnant de l'Europe qu'on pourra juger des orientations nouvelles de l'impérialisme français.

Marc ANDRE.

les peuples martiniquais et guadeloupéen accueillent Giscard comme il le mérite

«Président de tous les Français, je suis le vôtre. Je tiens ma promesse. Je suis venu ici, en terre française d'Amérique, pour vous rencontrer, vous connaître et organiser avec vous l'avenir des Antilles françaises». C'est ce que déclarait Giscard à Basse-Terre, au milieu des cuisinières en costume folklorique agitant leurs clochettes. Si son but était réellement de connaître les peuples des «Antilles», il a été servi. Partout, malgré la démagogie, les poignées de main, les tee-shirts, la musique amenée de métropole, il a rencontré l'hostilité des masses qui savent ce que signifient les promesses du colonialisme français. La départementalisation économique, en quoi peut-elle leur apporter de quoi vivre, quand tous les plans de l'Etat permettent depuis des dizaines d'années l'extension des cultures du sucre et de la banane, qui régressent en fait, des cultures vivrières qui sont quasi-inexistantes, des créations d'emplois alors que le chômage augmente...? Il a eu beau s'engager à faire disparaître les «séquelles du colonialisme», agiter le miroir aux alouettes d'augmentations de crédits du FIDOM, annoncer que «les départements d'outre-mer bénéficieront plus complètement du traité de Rome» (Marché Commun), il n'a pas réussi à se faire passer pour autre chose que ce qu'il est, le premier représentant du colonialisme français, pillier des peuples de la Guadeloupe et de la Martinique.

Le FIDOM, dont Giscard a dit qu'il serait «alimenté par la Métropole et géré par les populations locales», est chargé d'orienter, de placer, et de procurer les investissements. Depuis longtemps, les tenants de la «départementalisation» affirment que le FIDOM est une manne donnée par la «mère patrie» à ses «enfants». En réalité, la Guadeloupe participe pour une grande part à son financement par l'intermédiaire de la Caisse de Sécurité Sociale en Guadeloupe, qui est excédentaire, car beaucoup cotisent et peu touchent. Les crédits du FIDOM ne sont pas employés au «mieux-être social» des Guadeloupéens, mais à l'équipement, c'est-à-dire, la construction de routes, la modernisation des ports, des usines. Or, le

développement des routes est lié à la présence d'une usine, d'un centre commercial, ou d'un hôtel. Quant aux autres routes, elles ont pour fonction de faciliter les interventions militaires dans n'importe quel point du pays, comme la traversée de Prise-d'eau à Pointe-Noire. Pour les ports, ce sont les compagnies maritimes, en premier lieu, la Compagnie Générale Transatlantique qui y gagnent, le temps d'immobilisation des marchandises étant réduit. La modernisation des usines ne signifie pas de nouveaux emplois, mais au contraire concentration et licenciements, chômage. Le tourisme de luxe, favorisé par le colonialisme français, bénéficie du maximum de crédits, mais se développe au détriment de secteurs plus importants comme la pêche ou l'industrie. Pas plus que la «départementalisation politique et sociale» n'a donné de véritable liberté au peuple guadeloupéen, mais lui a seulement donné le droit de choisir entre un colonialisme de droite ou de gauche, pas plus qu'elle n'a mis fin à l'oppression culturelle, aux «inégalités sociales» dont parle Giscard lui-même, cette prétendue réforme ne permettra aux Guadeloupéens de définir eux-mêmes l'économie de l'île. Par ses manifestations d'une nature nouvelle, réclamant l'Indépendance, le peuple guadeloupéen refuse cette nouvelle forme de colonialisme.

A Pointe-à-Pitre, en quittant la Mairie pour se rendre place de la Victoire, déposer une gerbe, Giscard ne pourra pas descendre de voiture pour donner l'illusion qu'il est proche du peuple. En effet, de chaque côté de la rue, les manifestants scandent «Indépendance!», «A bas le colonialisme!», «Non au chômage!». Dans ces conditions, il valait mieux filer. La DS de Giscard est entourée par les manifestants qui frappent sur la tôle et l'isolent du reste du cortège. Arrivé à destination le président est bousculé, sa gerbe vole dans les airs. A Fort-de-France, devant la foule qui manifeste pour l'Indépendance, qui agite le drapeau rouge, vert et noir, qui crie : «Bleu, blanc, rouge, drapeau colonialiste». Plusieurs fois, les cordons de police cèdent. Le président ne viendra pas : «Giscard dehors, Indépendance



Les masses manifestent leur refus du colonialisme français.

Nationale !» Giscard se justifiera bien piètrement en affirmant : «La foule s'était massée dans les rues alentours, qui sont des rues très étroites. Je souhaite que mon séjour se passe dans la gaieté et le bonheur des habitants. Je ne voulais pas qu'il y ait des accidents, des enfants piétinés, des femmes pressées contre les murs...» Ce qu'il craignait en réalité, c'est de ne pouvoir ouvrir la bouche pour faire ses discours, de se faire huer, expulser, malgré les déclarations du député Césaire (apparenté socialiste) qui, appelant au calme, conseillait : «Rentrez chez vous, n'ayez pas mauvaise conscience, la politesse et la correction sont de votre côté». Les peuples de Guadeloupe et de Martinique n'ont que faire de la politesse et de la correction quand il s'agit de Giscard. Par contre, les maires révisionnistes, eux, en font grand usage, comme Bangou, à Pointe-à-Pitre : «Notre population est consciente de la nécessaire solidarité de ses combats, de ses espoirs, de ses idéaux avec le peuple de France métropolitaine. Cet attachement est par conséquent une réalité humaine, historique, socio-politique». Aux critiques qu'il ajoutait à cette déclaration, Giscard devait répondre : «Votre conception est légèrement différente,

j'enregistre cette divergence sans déplaisir». Le colonialisme a en effet tout lieu de se réjouir des positions de la «gauche» qui déploie tous ses efforts pour conserver les prétendus DOM/TOM à la France sous une forme ou une autre. Mais quand les masses descendent dans la rue pour réclamer l'Indépendance, Giscard est contraint de déclarer forfait. En se saisissant du voyage de Giscard, qui en espérait beaucoup de publicité et un regain de popularité, les peuples de Guadeloupe et de Martinique l'ont fait reculer, ont fait connaître partout leurs véritables revendications, malgré tous les efforts de la presse et de la télé pour minimiser les «incidents».

Le peuple français est solidaire de leur lutte, il l'a montré pendant la grève des postes et de la santé, ou, coude à coude, ils ont lutté pendant plus d'un mois, et où les travailleurs français ont appuyé les revendications spécifiques de leurs camarades originaires des soi-disant DOM/TOM. Dans leur lutte contre le même ennemi, l'impérialisme français, ils renforceront leurs liens de solidarité !

**INDEPENDANCE POUR LES COLONIES !
VIVE LA LUTTE DES PEUPLES DE
MARTINIQUE ET DE GUADELOUPE !**

INDEPENDANCE POUR LA GUADELOUPE !

«Le chef de l'Etat quitta la Guadeloupe en prononçant de façon symbolique ses dernières paroles d'espoir sur le lieu qui fut celui du désespoir, le petit port du Moule, où débarquaient enchaînés, les esclaves amenés d'Afrique». C'est en ces termes que le journal «France-Soir» commente la fin de la visite du représentant du colonialisme français en Guadeloupe. Il se garde bien de rappeler qu'en ce même port du Moule, la grève générale des travailleurs agricoles fut noyée dans le sang, en février 1952. Malgré les affirmations de Giscard, du genre : «après avoir parcouru une si longue distance, il me suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles pour savoir que je suis en France», l'histoire de l'île de la Guadeloupe est l'histoire d'un peuple qui, depuis des siècles, lutte contre le colonialisme français.

Avec la colonisation par la France en 1635, commencèrent les vols de terres, le travail forcé, les cultures imposées. Devant le soulèvement des populations locales, les Caraïbes, la réponse des colons fut la répression brutale, l'extermination complète. Pour faire fructifier les terres accaparées, ils «importèrent» massivement des esclaves noirs d'Afrique. Ils les exploitaient à un tel point qu'ils devaient les remplacer sans cesse. Malgré la terreur qu'ils subissaient, ces esclaves se révoltaient fréquemment. C'est dans cette lutte contre le système esclavagiste du colonialisme français,

que s'est forgée la Nation guadeloupéenne, avec les grandes luttes de mai 1802. Le peuple guadeloupéen n'oublie pas le courage, l'héroïsme et le patriotisme de ses héros, tels Ignace MASSOTEAU, DELGRES... Mai 1802, révolution nationale anti-esclavagiste, sera le point de départ d'une lutte sans merci qui aboutira à l'abolition de l'esclavage en 1848.

Les anciens esclaves deviennent ouvriers agricoles pour la plupart et paysans pauvres. L'exploitation coloniale continue sous d'autres formes. Le colonialisme français a tout fait pour maintenir l'île dans une dépendance toujours plus grande envers la métropole. D'abord en imposant la monoculture de la canne à sucre et de la banane : par toutes sortes de moyens, interdiction, système de douane, concurrence, il a ruiné, éliminé toutes les autres cultures : le café, le cacao, les cultures vivrières. Mais aussi l'élevage. A l'heure actuelle, la culture de la canne à sucre et des bananes occupe les 3/4 des terres agricoles. En 1965, le colonialisme français mettait au point toute une série de mesures visant à rendre la production de la canne plus rentable. D'abord, en concentrant les usines et les terres : en 65, il y avait 12 sucreries, en 72 il n'y en avait plus que 8 et le but est d'en réduire le nombre à 3 ou 4. Quant à la «réforme agraire» mise en route à la même époque, elle endette les petits planteurs pour des dizaines d'années et ne

change pas la structure de la propriété. En réalité, les terres des usiniers constituent le 1/3 du territoire agricole et la Guadeloupe est le 4ème pays au monde pour l'inégalité de répartition des terres : le petit propriétaire doit se contenter de 2 ha, quelquefois moins, alors que pour les gros propriétaires fonciers, la moyenne est de 837 ha ! Les gros propriétaires peuvent mécaniser leur culture grâce à un organisme financé par le Crédit Agricole et le Ministère de l'Agriculture.

Pour les ouvriers agricoles coupeurs de canne, est institué un système de coupe à la surface, qui demande 4 à 5 fois plus de travail que l'ancien système payé à la journée. Des primes sont créées, que le travailleur ne peut en fait jamais toucher : ainsi, pour 5 journées de travail par semaine, il peut avoir 10% en plus. Mais la 5ème journée il n'y a jamais d'embauche, car les usines peuvent tourner une semaine avec la coupe de 4 jours. Enfin, le paiement de la canne au taux de saccharine et non au poids total de canne a été généralisé en 1961 : l'usinier ne paie que ce qui est transformé en sucre. C'est un vol manifeste, car l'usine tire du profit de tous les composants de la canne qu'il ne paie pas (mélasse, rhum, bagasse, écume...). Quant au taux de saccharine, il est fixé et déterminé par les seuls usiniers, sans contrôle possible des petits planteurs. De plus, les cannes des petits planteurs et des «colons» sont récoltées au moment où leur teneur en sucre est la plus basse. Pour tous les ouvriers agricoles, c'est le chômage 8 mois sur 12. Les «colons», sorte de serfs modernes, sont liés à la terre qu'ils cultivent, sans avoir le droit de choisir la culture qu'ils font, ils doivent payer des rentes foncières représentant 15 à 25% de la récolte aux usiniers propriétaires.

C'est contre ce système de vol que se sont dressés à maintes reprises les travailleurs de la canne et les petits planteurs ruinés. En 1971, malgré l'ultimatum du préfet, le chantage au chômage pour les ouvriers des sucreries, 34.000 salariés et petits planteurs sur 37.000 sont en grève. En 73, de nouveau, ils refusent d'entamer la coupe malgré les ordres du préfet, malgré les CRS et les «Képis Rouges» qui occupent les champs, en tenue de combat, mitrailleuse au poing, pour «protéger» quelques briseurs de grève. Il faut savoir ce que signifie 2 mois de grève pour des ouvriers agricoles qui ne peuvent travailler que 4 mois par an ! Ces luttes de

grande ampleur, rejetant largement la ligne révisionniste-colonialiste, montrent la détermination du peuple guadeloupéen, sa volonté de prendre en mains ses luttes. Les travailleurs de la banane ne sont pas en reste : en avril de cette année, plus de 2.000 d'entre eux étaient en grève. En mai 67, des ouvriers du bâtiment aussi en grève pour des hausses de salaire, se sont heurtés aux balles de la police : 47 morts.

Ce que refuse le peuple guadeloupéen, c'est tout le système colonial qui maintient son pays dans la dépendance, qui oriente la plus grande partie de la production vers la métropole et fait de la Guadeloupe un débouché lucratif pour les produits français. Ils refusent que la presque totalité des produits alimentaires soient importés au prix fort, les poissons surgelés, les fruits, les pommes de terre, le lait... alors que leur pays pourrait les produire. La Guadeloupe est ravitaillée une fois par semaine par un avion-cargo d'Air France pour tout ce qui est nécessaire. Bien souvent, même l'eau potable doit être importée et achetée, en particulier pour les habitants de Basse-Terre. Ils refusent la déportation massive par le BUMIDOM (entre 62 et 68, 17.500 émigrés), la misère et le chômage qui touche la moitié d'entre eux, organisés par le colonialisme. Ils refusent les bidonvilles, les cases de 2 pièces pour plus de 10 personnes, les maladies, (plus de 90% de la population est atteinte de parasitose), les tentatives de diminuer le nombre des naissances.

Alors que leur pays possède toutes les richesses qui leur permettraient de vivre correctement, ce qu'ils refusent, c'est le système colonial qui l'a transformé en réservoir de main d'œuvre, en pays de misère, en pays enchaîné. Ce pourquoi ils luttent, ce n'est pas pour la «départementalisation économique» promise par Giscard, qui ne leur profitera pas. Ce n'est pas pour l'autonomie non plus, vantée par la «gauche», et qui ne leur donnera pas plus de liberté. C'est pour l'Indépendance Nationale. C'est ce que les manifestants de la Guadeloupe, comme de la Martinique, ont affirmé pour la venue de Giscard.

**INDEPENDANCE POUR LA GUADELOUPE
ET TOUTES LES COLONIES FRANÇAISES !
A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS !**

Monique CHERAN.



A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS !

GUADELOUPE, MARTINIQUE INDEPENDANCE !

meeting 44 rue de rennes

vendredi 20 décembre 20h 30

A L'APPEL DES COMITE INDOCHINE - PALESTINE

avec le film «SUCRE AMER». Musique...